

GAZA, AFFAMÉE
POUR ÊTRE VAINCUE



HONTE AUX COMPLICES

848^e jour de l'agression sur Ghaza
AU MOINS 72.037 MARTYRS
ET 171.666 BLESSÉS



L'ÉCHO DES
RÉSEAUX SOCIAUX
Du rêve
aux étoiles
PAGE 15



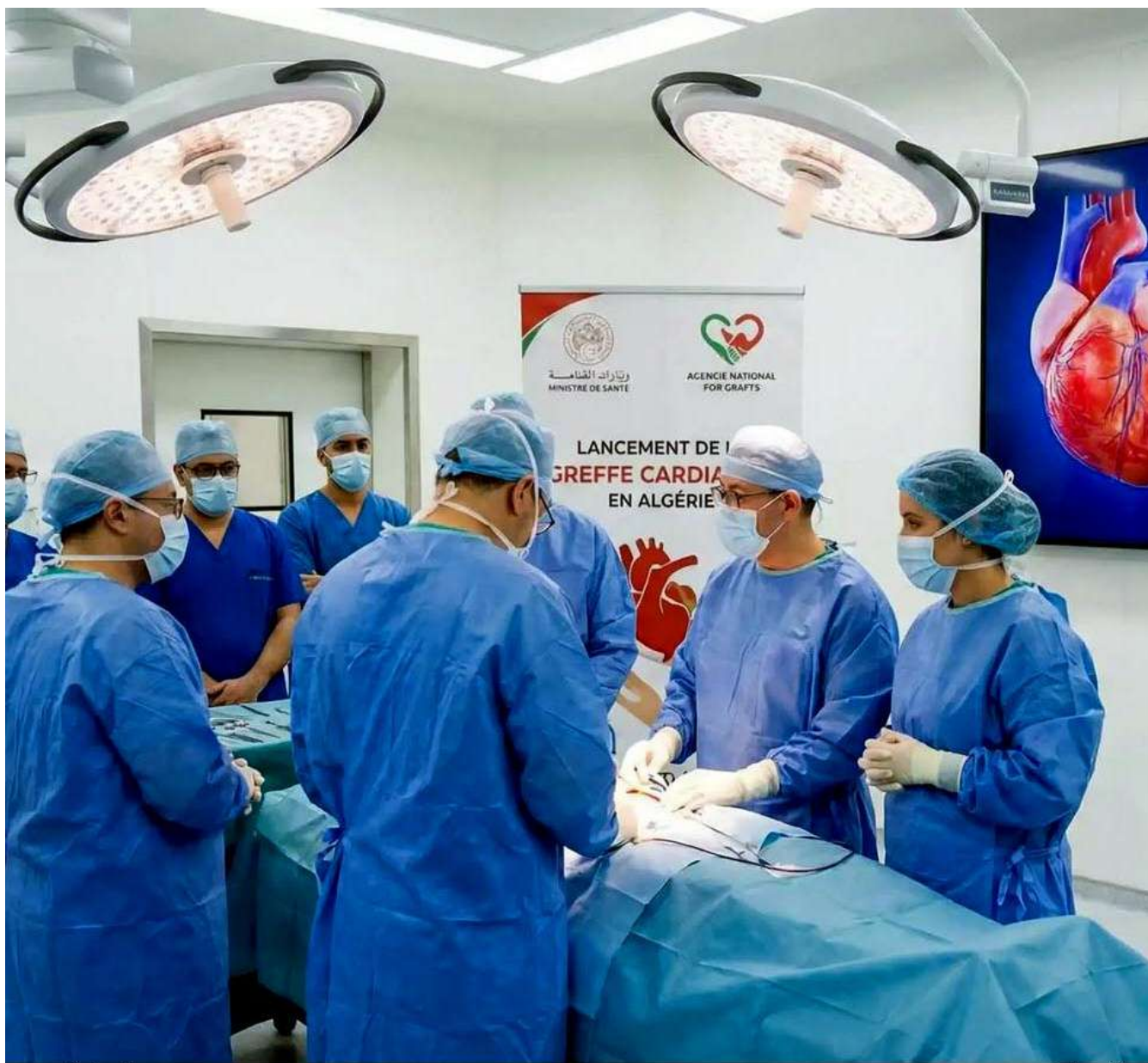
QUOTIDIEN
CRÉSUS

www.cresus.dz

In medio stat virtus

TRANSPLANTATION D'ORGANES Une urgence médicale

PAGE 5



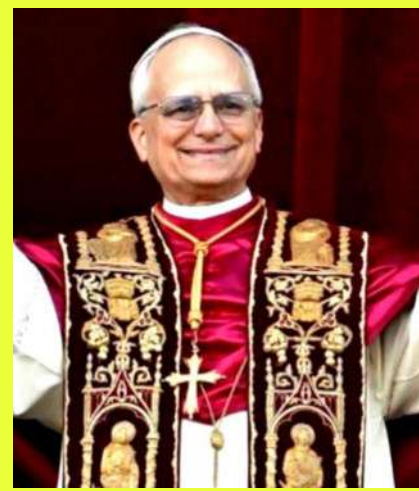
Le président de la Commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la sécurité sociale du Conseil de la Nation, Habib Douagui, a annoncé la création d'un programme national de greffe d'organes.

- Azzouz Nasri : Une banque d'organes verra bientôt le jour
- Mohamed Seddik Aït-Messaoudène : Une question médicale et éthique

Dan Jørgensen
attendu à Alger
L'Algérie, l'alternative
énergétique de l'UE
PAGE 3



Prochaine visite du
pape Léon XIV à Alger
Un événement
historique
PAGE 4



Fiat Algérie signe cinq
accords de partenariat
L'objectif de
l'industrialisation
PAGE 6

Lutte contre le terrorisme
L'exemple algérien
PAGE 2

Mondial 2026
Petkovic veut faire rêver le peuple algérien
PAGE 13

CRÉSUS
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Mercredi 11 février 2026 ■ 11^{ème} année n°2070 ■ Prix 20 DA

LUTTE CONTRE LE TERRORISME L'exemple algérien

Confronté dès les années 1990 à une violence terroriste d'ampleur exceptionnelle, l'État a progressivement élaboré une approche globale, dont l'Armée nationale populaire (ANP) constitue le socle.

L'Algérie s'est imposée comme un acteur de référence dans la lutte contre le terrorisme. Le pays a compris que cette bataille n'était ni passagère ni conjoncturelle, mais qu'elle constituait un défi existentiel menaçant l'État national dans ses fondements et son régime républicain. «Pour faire face à ce défi, le pays a fait preuve d'une conscience profonde de la nature de l'enjeu», souligne la revue El Djeïch, qui consacre, dans son numéro de février, un long dossier sur l'expérience algérienne dans la lutte contre ce fléau destructeur.

Confronté dès les années 1990 à une violence terroriste d'une ampleur exceptionnelle, l'État a progressivement élaboré une approche globale, où l'ANP constitue le socle de cette bataille. La cohésion sociale a également joué un rôle déterminant dans la victoire contre le terrorisme, dans un contexte marqué par l'absence quasi totale du soutien attendu de la communauté internationale.

«Aujourd'hui encore, le pays poursuit ses efforts avec la même détermination pour éradiquer ce qui subsiste de ce fléau transfrontalier, notamment face à la persistance des foyers d'instabilité dans le Sahel, faisant de l'Algérie un partenaire clé dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que contre leurs liens avec le crime organisé, et plus particulièrement le trafic de drogue», précise El Djeïch.

LE LIEN SACRÉ ANP-PEUPLE

Toujours selon la revue, la cohésion populaire et la confiance dans les institu-



tions de l'État, en particulier l'ANP, ont constitué le socle essentiel permettant de déjouer les desseins subversifs. Cette confiance a contribué à l'élaboration d'une approche sécuritaire parmi les plus abouties au monde.

Ce processus a été couronné par la victoire de l'Algérie sur le terrorisme, comme l'a réaffirmé le général d'armée Saïd Chagnegriha, chef d'état-major de l'ANP, lors du séminaire international «Géopolitique du terrorisme à l'ombre des nouvelles mutations mondiales», tenu le 7 mai 2025. Il a souligné que cette victoire est le fruit de la cohésion entre le peuple, l'armée et les institutions, ainsi que du développement d'une expérience nationale singulière dans la lutte et la prévention du terrorisme, tant sur le plan opérationnel que dans le cadre d'une approche globale et multidimen-

sionnelle. «L'Algérie n'accepte aucune surenchère sur la lutte qu'elle a menée contre le terrorisme», a-t-il ajouté.

UNE EXPÉRIENCE PIONNIÈRE

L'approche sécuritaire algérienne s'est ainsi cristallisée en une expérience pionnière, caractérisée par son exhaustivité, son efficacité et sa capacité d'adaptation aux mutations constantes de la menace terroriste. Elle ne résulte pas d'une circonstance exceptionnelle ou d'une réaction spontanée, mais d'un long cumul d'expériences de terrain et de leçons tirées d'une bataille prolongée et âpre.

«Cette approche repose sur une philosophie claire, fondée sur l'anticipation plutôt que la réaction, la dissuasion ferme à l'égard de toute tentative portant atteinte à la sécurité nationale, et un haut niveau de professionnalisme dans la ges-

tion des différents scénarios», note El Djeïch, en soulignant le rôle central de l'ANP. Le professionnalisme élevé, la formation continue et l'adaptation aux menaces asymétriques ont permis à ses unités de remporter des succès qualitatifs dans le démantèlement des réseaux terroristes et le tarissement de leurs sources de financement.

CHIFFRES À L'APPUI

Le bilan opérationnel 2022-2025 reflète une évolution qualitative dans la lutte antiterroriste. Les données de terrain montrent une érosion de la structure organisationnelle des groupes terroristes et un net recul de leur capacité d'action. Si le nombre de terroristes neutralisés a légèrement diminué, totalisant 54 individus sur quatre ans, cet indicateur ne traduit pas un affaiblissement de l'effort opérationnel. Il illustre, au contraire, le succès de la stratégie sécuritaire préventive de l'ANP, visant à neutraliser les organisations avant qu'elles ne concrétisent leurs projets criminels. Parallèlement, l'augmentation du nombre de terroristes se rendant aux forces de sécurité est particulièrement révélatrice de l'efficacité de l'action menée. Ce nombre est passé de 5 cas en 2022 à 8 en 2023, puis 27 en 2024, avant d'atteindre 38 en 2025. Cette tendance traduit l'effondrement du moral des groupes terroristes résiduels, la diminution de leur capacité de recrutement et de résilience, ainsi que le succès du discours institutionnel, ayant contribué à isoler le terrorisme sur les plans idéologique et social, et à tarir ses différentes sources.

Synthèse F. Houali

CODE DE LA ROUTE ET LOI SUR LE COLONIALISME

L'heure de la conciliation au Parlement

Le Parlement se prépare à franchir une étape décisive dans l'examen de deux textes législatifs majeurs : le projet de loi criminalisant le colonialisme français en Algérie et le projet de loi portant code de la route. Après l'adoption de ces textes par l'Assemblée populaire nationale (APN) le 21 janvier 2026, leurs dispositions divergentes par rapport à celles validées par le Conseil de la nation feront l'objet d'une commission mixte paritaire entre les deux chambres.

Le bureau de l'APN a officiellement arrêté la liste de ses représentants au sein de ces commissions, tandis que le Conseil de la nation a fait de même pour les siens. Cette phase, essentielle dans le processus législatif, vise à harmoniser les textes afin de garantir une cohérence juridique et politique.

LES POINTS DE DIVERGENCE SUR LE CODE DE LA ROUTE

Concernant le code de la route, le Conseil de la nation a exprimé des réserves sur 11 des 190 articles du projet. Ces articles concernent principalement la classification des infractions, délits et crimes, ainsi que l'échelle des peines et des amendes. La commission de l'équipement et du développement local avait



jugé certaines dispositions «disproportionnées», notamment en matière de sanctions financières et de privation de liberté. Parmi ces articles, l'article 119 prévoit l'application du code de procédure pénale en cas de délit ou de crime, tandis que l'article 121 revoit à la hausse les amendes pour certaines infractions de cinquième catégorie, pouvant atteindre 15 000 DA. Les articles 124, 125, 127, 128 et 129 précisent les conditions dans lesquelles l'emprisonnement est possible en cas d'homicide involontaire. Le rapporteur Nouredine Boune-

fla a insisté sur le fait que ces ajustements s'inscrivent dans les orientations présidentielles visant à moderniser la politique pénale et à rationaliser le recours à l'emprisonnement.

SOUVERAINETÉ DE L'ÉTAT ET RESPONSABILITÉ JURIDIQUE

Quant au projet de loi criminalisant le colonialisme français, les sénateurs ont émis des réserves sur 13 articles sur 26, adoptés initialement par l'APN le 24 décembre 2025. Les interrogations concernent notamment les dispositions relatives à la compensation et à l'indemnisation, jugées contraires à la politique nationale définie par le président Abdelmadjid Tebboune.

L'objectif de cette législation est de faire évoluer le dossier de la mémoire coloniale de la sphère politique et émotionnelle vers celle de la souveraineté de

l'État et de la responsabilité juridique. Le rapporteur de la commission a souligné qu'il s'agissait d'un «passage conscient et réfléchi» pour inscrire cette initiative dans une démarche juridique et historique solide.

HARMONISATION ET COHÉRENCE LÉGISLATIVE

L'ouverture des commissions mixtes paritaires permettra ainsi de réviser et d'harmoniser les textes, dans un souci de cohérence législative et d'efficacité juridique. Pour le code de la route, cette révision satisfait déjà les syndicats des transporteurs routiers et des chauffeurs de taxi, qui avaient exprimé des inquiétudes quant à la sévérité de certaines sanctions.

Pour la loi sur le colonialisme, elle marque un pas décisif vers une reconnaissance juridique claire des crimes coloniaux, sans compensation financière, consolidant la position de l'Algérie sur la scène internationale et préservant la mémoire nationale.

Dans les semaines à venir, les commissions paritaires joueront un rôle déterminant pour finaliser ces textes. L'enjeu dépasse le simple cadre législatif : il s'agit de concilier rigueur juridique, intérêt national et attentes de la société, tout en respectant les orientations stratégiques du président de la République. L'issue de ces travaux pourrait bien poser de nouvelles références dans la législation, tant sur le plan historique que sur le plan de la sécurité routière.

A. Mekhennef

APN

Boughali reçoit l'ambassadeur sahraoui

Le président de l'APN, Ibrahim Boughali, a reçu l'ambassadeur de la RASD en Algérie, Khatri Adouh Khatri. Les deux responsables ont évoqué le renforcement de la coopération entre les parlements et la solidarité entre les peuples. Boughali a réaffirmé le soutien de l'Algérie au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. L'ambassadeur a salué le rôle de l'APN dans la diplomatie parlementaire.

DAN JØRGENSEN ATTENDU À ALGER

L'Algérie, l'alternative énergétique de l'UE

L'Algérie continue de jouer un rôle central dans la sécurité des approvisionnements de l'Union européenne.

Le commissaire européen à l'énergie, Dan Jørgensen, est attendu à Alger dans les prochains jours. Selon l'agence de presse italienne Nova, cette visite s'inscrit dans le cadre du renforcement du partenariat énergétique entre l'Union européenne et l'Algérie. Elle intervient alors que l'UE a entrepris la réorganisation de ses approvisionnements gaziers dans le but de cesser les importations de Russie d'ici à la fin 2027. Cette visite fait également suite à la décision de Bruxelles d'exempter le gaz naturel liquéfié (GNL) algérien du nouveau programme de contrôle des approvisionnements destinés aux pays membres. En vertu de la législation actuellement mise en œuvre, les fournisseurs internationaux de GNL, à l'exception de l'Algérie, du Qatar et des États-Unis, seront tenus de déclarer l'origine de leurs expéditions avant leur arrivée dans les ports européens. Les autres fournisseurs doivent déclarer l'origine de leurs cargaisons au moins cinq jours avant leur arrivée.

L'EUROPE, PREMIER IMPORTATEUR DE GNL ALGÉRIEN

Dans un contexte où l'Europe s'emploie à sécuriser ses approvisionnements après la raréfaction des flux russes via l'Ukraine, les gazoducs algériens ont joué un rôle central. Outre les livraisons de gaz par gazoduc, l'Algérie est aussi un important fournisseur de GNL pour l'Europe. En 2025, l'Europe a absorbé environ 95 % des exportations totales de GNL algérien, renforçant ainsi le lien énergétique entre



les deux rives de la Méditerranée. La Turquie a confirmé sa position de premier importateur de GNL algérien avec 3,14 millions de tonnes, suivie par la France (2,31 millions), l'Italie (1,62 million), l'Espagne (1,44 million) et le Royaume-Uni (0,64 million). En Espagne, l'Algérie a détrôné les États-Unis au rang de premier fournisseur de GNL. L'Italie a enregistré une hausse de ses importations de GNL algérien, avec 47 cargaisons arrivées d'Algérie en 2025 sur un total de 221, soit 21 %. Cette progression est remarquable : elle représente 16 cargaisons de plus qu'en 2024, où 31 livraisons avaient été enregistrées. Au-delà des volumes exportés, le position-

nement de l'Algérie met en évidence son rôle central dans la fourniture de gaz à l'UE.

RECHERCHE DE FOURNISSEURS TIERS

Les statistiques montrent une dépendance croissante de l'Union européenne au GNL, avec des importations record en 2025 (103,44 millions de tonnes, en hausse de 24 % par rapport à 2024). La réduction des flux russes, conjuguée aux politiques américaines favorisant les exportations de GNL vers l'Europe, a rendu l'Europe partiellement dépendante de Washington pour ses besoins énergétiques.

Les importations de GNL américain ont explosé ces dernières années. Elles représentaient 60% en janvier 2026, faisant des États-Unis le principal fournisseur de gaz liquéfié du continent. Cette nouvelle architecture énergétique expose, cependant, l'Europe à un paradoxe : en cherchant à sortir d'une dépendance trop forte de Moscou, elle s'expose à une dépendance croissante vis-à-vis des États-Unis. Il est donc essentiel pour l'UE de réduire les risques liés à une trop grande dépendance envers un seul pays, qu'il s'agisse de la Russie ou des États-Unis. Dans ce contexte, Dan Jørgensen a récemment expliqué que l'Union européenne se tournait vers des fournisseurs alternatifs de GNL, dont l'Algérie.

OPPORTUNITÉ RÉCIPROQUE

Le choix de l'Algérie n'est pas fortuit. Avec ses vastes réserves de gaz, l'Algérie a toujours été un acteur important du secteur énergétique mondial. Ce choix s'explique également par la proximité géographique et la stabilité de ses infrastructures gazières. L'UE est, par ailleurs, consciente de la fiabilité de l'Algérie, qui investit massivement dans son secteur énergétique. Le gouvernement algérien a annoncé un plan ambitieux pour les cinq prochaines années, prévoyant 60 milliards de dollars d'investissements dans le secteur des hydrocarbures. L'Algérie se trouve désormais face à une opportunité de renforcer sa position sur son marché traditionnel, qui cherche coûte que coûte à ne pas dépendre d'un seul fournisseur.

S Smati

LE GNL ALGÉRIEN

Une carte politique dans le jeu européen

La prochaine visite du commissaire européen à l'énergie, Dan Jørgensen, à Alger, n'est pas un simple geste diplomatique. Elle souligne une réalité géopolitique lourde de conséquences : l'Algérie est devenue un maillon essentiel de la stratégie énergétique de l'Union européenne, alors que Bruxelles cherche à se détacher du gaz russe d'ici à fin 2027. Cette visite, qui devrait, selon certains médias, avoir lieu demain à l'occasion de la réunion de dialogue de haut niveau sur l'énergie entre l'Algérie et l'Union européenne, s'inscrit dans un contexte où l'Algérie confirme son rôle central dans la sécurité énergétique de l'Europe. Au moment où Bruxelles tente de se défaire de sa dépendance au gaz russe d'ici à la fin 2027, l'Algérie se positionne comme un partenaire fiable, proche géographiquement et capable de répondre aux besoins européens.

UN PARTENARIAT UTILE... MAIS ENCADRÉ

L'annonce d'un renforcement du partenariat énergétique entre l'UE et l'Algérie n'est pas une surprise : les liens sont anciens et structurés. Pour Alger, cette dynamique est une opportunité de valoriser ses ressources et de diversifier ses débouchés, tout en affirmant sa place dans le paysage énergétique mondial. Mais ce partenariat est avant tout un choix algérien, dicté par des impératifs de souveraineté. L'Algérie ne cherche pas à devenir le «fournisseur de remplacement» de l'Europe, mais à bâtir une coopération équilibrée, fondée sur des intérêts réciproques et une stabilité mutuelle.



L'EXONÉRATION, UNE MESURE FORTE

L'exemption du GNL algérien du nouveau dispositif européen de contrôle des origines des cargaisons est un geste politique fort. Cette mesure, qui place l'Algérie aux côtés du Qatar et des États-Unis, est une reconnaissance de la fiabilité et de la transparence du pays en matière d'approvisionnement. Pour Alger, elle confirme également que l'Algérie n'est pas un simple fournisseur, mais un partenaire stratégique capable d'apporter une réponse concrète à la crise énergétique européenne.

UNE OPTION CRÉDIBLE...

L'Algérie est un acteur majeur du marché européen du GNL. En 2025, l'Europe a absorbé près de 95% des exportations algériennes de gaz liquéfié, soulignant

l'importance de ce marché pour l'économie nationale. La Turquie reste le premier importateur, mais la France, l'Italie, l'Espagne et le Royaume-Uni figurent aussi parmi les principaux clients. Ce rôle renforcé intervient dans un contexte où l'Europe, en se détachant du gaz russe, se retrouve paradoxalement de plus en plus dépendante des États-Unis, désormais premier fournisseur de GNL de l'UE. Cette dépendance croissante à Washington, avec les implications géopolitiques qu'elle comporte, renforce l'intérêt européen pour une alternative régionale, plus proche et plus stable.

UNE RELATION GÉOPOLITIQUE

Pour l'Algérie, cette relation doit être un levier de développement. Le pays a lancé un plan d'investissement de 60 milliards de dollars sur cinq ans dans le secteur des

hydrocarbures, visant à accroître sa capacité d'exportation et à consolider son rôle sur le marché européen. Il s'agit d'une stratégie claire : transformer une ressource nationale en une source de puissance économique et diplomatique. Cependant, Alger reste conscient des risques. La dépendance excessive à un marché unique peut fragiliser l'économie nationale si les prix baissent ou si les volumes diminuent. C'est pourquoi l'Algérie insiste sur une diversification des partenaires, des modes de coopération et des destinations d'exportation, afin de préserver sa souveraineté.

UNE COOPÉRATION SOUS CONDITIONS

La visite de Dan Jørgensen sera donc observée comme un test : l'Algérie est prête à renforcer sa coopération avec l'Europe, mais à ses conditions. L'objectif est clair : obtenir des engagements concrets, garantir la stabilité des contrats et préserver l'indépendance nationale. En définitive, l'Algérie ne se contente pas d'être un maillon de la chaîne énergétique européenne. Elle cherche à être un partenaire respecté, capable de tirer profit de sa position stratégique sans devenir un instrument des rivalités internationales. L'enjeu est simple : construire une relation équilibrée, où les intérêts algériens sont protégés, et où la coopération se fait dans un cadre de respect mutuel. La visite de Dan Jørgensen à Alger sera donc scrutée de près. Au-delà des chiffres et des contrats, c'est une question de géopolitique qui se joue.

S. Rouha

PROCHAINE VISITE DU PAPE LÉON XIV À ALGER

Un événement historique

Au-delà de la dimension religieuse, cet événement serait un moment historique et médiatique, susceptible de placer l'Algérie au cœur de l'attention mondiale et de dynamiser le tourisme religieux.

Si pour l'instant aucune date n'a été arrêtée, on parle du premier semestre de l'année en cours, la prochaine visite du pape Léon XIV en Algérie, longtemps marginalisée dans les itinéraires du tourisme en général et le tourisme religieux, réapparaît aujourd'hui sous un jour nouveau. La visite prochaine en Algérie du pape Léon XIV sera la troisième du genre après celles effectuées en 1988 et 2013.

En 1988, alors jeune évêque, il avait un pèlerinage bouleversant à la basilique Saint-Augustin d'Annaba. Des témoins se souviennent encore de l'émotion intense qu'il avait ressentie en foulant la terre de ses ancêtres : une Algérie spirituelle, profonde, à la croisée des civilisations.

En 2013, lors du colloque international qui a eu lieu à Souk-Ahras sur saint Augustin, le saint homme s'est bel et bien rendu en Algérie en qualité de supérieur général des frères augustiniens. A ce propos, on peut aussi noter que dans la plaque commémorative de la restauration de la basilique Saint-Augustin d'Annaba, apposée le 19 octobre 2013 et consultable jusqu'à ce jour, le nom du pape Léon XIV, s'appelant encore à l'époque Robert Francis Prevost, y figure aux côtés de celui des autorités locales et Mgr Thomas Yeh, nonce apostolique.

En 2023, lorsqu'il a été ordonné cardinal-diacre de Santa-Monica, il a de nouveau rendu hommage à la ville de Souk-Ahras, qui fut le berceau de saint Augustin. Léon XIV a aussi rappelé avoir déjà séjourné en Afrique du Nord en tant que supérieur général de l'ordre des Augustiniens, expérience qui nourrit son désir de revenir sur



les traces du théologien. Son élection marque un tournant historique : jamais un souverain pontife n'avait été issu d'une lignée algérienne. Dès son premier discours depuis la loggia de la basilique Saint-Pierre, Léon XIV a ému le monde entier par des mots simples et profonds : «Je suis le fils de saint Augustin. Je suis augustinien.» Un hommage vibrant à l'un des plus grands pères de l'Église, né à Thagaste, aujourd'hui Souk-Ahras et figure majeure de la pensée chrétienne. Léon XIV n'en est pas à son premier geste fort. En 1988, alors jeune évêque, il fait un pèlerinage bouleversant à la basilique Saint-Augustin d'Annaba.

UNE ÉLECTION PARTICULIÈRE

Son élection marque un tournant histo-

rique : jamais un souverain pontife n'avait été issu d'une lignée algérienne. Dès son premier discours depuis la loggia de la basilique Saint-Pierre, Léon XIV a ému le monde entier par des mots simples et profonds : «Taghaste, aujourd'hui Souk-Ahras, cité des hauteurs numides, tu n'es pas une ville comme les autres : tu es une matrice spirituelle, une source d'éternité. De tes ruelles antiques sont sortis deux astres de la foi : sainte Monique, mère de prière et d'espérance, et saint Augustin, géant de l'esprit, père de l'âme chrétienne. Tu as donné à l'humanité ce que l'Afrique a de plus pur : un cœur fidèle, une intelligence brûlante, une foi forgée dans les larmes (...) Thagaste, mémoire vive, racine profonde, le

monde chrétien te doit une part de son âme. Gloire à toi ville algérienne qui a donné aux cieux deux de ses plus belles étoiles.» «Né le 14 septembre 1955 à Chicago, il est le premier pape américain et de surcroît premier également à être élu de l'ordre de Saint-Augustin, et ce, depuis le XVIe siècle», est-il mentionné dans le registre de la basilique Saint-Augustin. Élu à la tête de l'Église universelle, Léon XIV, de son nom civil Francis Prevost, est né à Chicago en 1955, d'une famille algérienne ayant émigré aux États-Unis dans les années 1920.

SUR LA TERRE DE SAINT AUGUSTIN

Le pape Léon a précisé vouloir visiter les lieux liés à saint Augustin, figure majeure du christianisme et père de l'Église latine, soulignant que la pensée augustiniennne constitue un appui pour le dialogue entre traditions religieuses et la construction de ponts entre chrétiens et musulmans. Autrement dit, le pape ira à Annaba, où a vécu et est mort à saint Augustin.

Une première dans l'histoire du Vatican : un pape d'origine algérienne et un cardinal nommé en Algérie. Une visite papale dans son pays d'origine serait un geste fort, empreint de paix, de réconciliation et de spiritualité. Mais c'est aussi un événement mondial où toutes les télévisions du monde entier seront présentes en force.

Les yeux du monde entier seront braqués ce jour-là sur l'Algérie. Pour de nombreux Algériens, cette reconnaissance résonne comme une réhabilitation symbolique à fort enjeu stratégique pour le tourisme religieux.

H.Adryen

L'AMBASSADEUR DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

«L'Algérie, une puissance régionale influente»

L'ambassadeur de la Fédération de Russie en Algérie, Alexei Solomatine, a réaffirmé, dans un entretien accordé à «El Massa», la solidité du partenariat entre Moscou et Alger. Il a souligné que l'Algérie dispose de tous les atouts d'une puissance régionale influente et a insisté sur la stabilité de la position russe concernant le Sahara occidental, en réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

DES LIENS ANCIENS ET SOLIDES

Selon l'ambassadeur, l'Algérie est l'un des partenaires les plus importants de la Russie en Afrique. Il rappelle que dès la guerre de Libération contre la colonisation française, l'Union soviétique a apporté un soutien déterminant à l'Algérie sur les plans politique, financier, matériel et militaire. «Les relations bilatérales ont connu une croissance constante, notamment depuis la signature en 2023 de la déclaration de partenariat stratégique approfondi lors de la visite du président Tebboune à Moscou», a-t-il indiqué.

Solomatine estime que la coopération entre les deux pays doit être renforcée, notamment dans les domaines économique,



industriel et énergétique, car «il existe de grandes potentialités à exploiter».

CAP SUR DE NOUVEAUX SECTEURS

L'ambassadeur russe a rappelé que plusieurs événements économiques récents ont illustré l'intensification des échanges, citant notamment la participation algérienne au Salon mondial de l'alimentation de Moscou en 2025, ainsi que la tenue d'une mission d'affaires numérique à Alger.

Il a évoqué des projets concrets dans des secteurs variés : agriculture, pharmacie, énergie, services bancaires et transports. Le partenariat énergétique reste un pilier,

avec un engagement russe à développer la coopération dans le pétrole et le gaz, notamment via la fourniture d'équipements et la maintenance des infrastructures.

L'Algérie s'intéresse également à l'expertise russe dans l'énergie nucléaire civile, et les deux pays disposent de canaux de coopération directs dans ce domaine, a précisé l'ambassadeur.

UNE COOPÉRATION MILITAIRE «PROFONDE» ET DURABLE

Sur le plan militaire, Solomatine a rappelé que la Russie est le principal fournisseur d'armes de l'armée algérienne depuis l'indépendance. Il a également mis en avant l'aide russe dans le déminage, avec près de 1,5 million de mines neutralisées depuis les années 1960. «Nous sommes prêts à continuer à renforcer les capacités de combat de l'Algérie», a-t-il affirmé.

DES POSITIONS CONVERGENTES

L'ambassadeur a souligné l'alignement des deux pays sur de nombreuses questions internationales, notamment au sein du Conseil de sécurité. Il a jugé l'action algérienne au Conseil «très fructueuse» et a

estimé que l'Algérie contribue activement à la construction d'un ordre mondial multipolaire.

SAHARA OCCIDENTAL : LA RUSSIE MAINTIENT SA POSITION

Interrogé sur le récent vote du Conseil de sécurité sur la résolution 2797, pour laquelle la Russie s'est abstenue, Solomatine a expliqué que Moscou refuse un texte «déséquilibré». Il a dénoncé une instrumentalisation du Conseil de sécurité par les États-Unis et a rappelé que la Russie demeure attachée à une solution politique fondée sur les résolutions de l'ONU, avec le respect du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

STABILITÉ AU SAHEL

Sur la question du Sahel, l'ambassadeur a mis en garde contre la montée de l'insécurité et le risque d'escalade militaire. Il a rappelé la création en 2024 d'un groupe de travail russo-algérien sur le Mali et la région du Sahel, et a affirmé que Moscou espère une résolution politique et diplomatique de la crise.

R. N.

CRÉSUS

Quotidien national,
édité par la SARL
CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION

SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION

SAID MEKLA

REDACTRICE EN CHEF

ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration

MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719

dp@cresus.dz

Site : www.cresus.dz

R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL

20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité
s'adresser à : l'Entreprise
Nationale de Communication,
d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue
pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42

Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45

020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPLANTATION D'ORGANES

Une urgence médicale

Le président de la commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la sécurité sociale du Conseil de la nation, Habib Douagui, a annoncé la création d'un programme national de greffe d'organes.

Ce programme intégrera les aspects religieux, juridiques et médicaux, avec la mise en place d'une carte nationale du donneur et d'un registre des donneurs.

S'exprimant en marge de la journée parlementaire organisée par la Chambre haute du Parlement, consacrée à la greffe d'organes, Douagui a expliqué que ce plan vise à structurer et développer la greffe d'organes dans le pays, à améliorer l'accès aux soins pour tous les patients concernés et à organiser une prise en charge globale et coordonnée, tout en respectant les normes éthiques et religieuses.

La rencontre a réuni plusieurs spécialistes, médecins et experts en chirurgie et en greffe d'organes. Cet événement a offert un cadre unique pour échanger sur la situation actuelle de la greffe en Algérie, les défis à relever et les perspectives de développement d'un programme national structuré.

L'ÉCLAIRAGE RELIGIEUX ET JURIDIQUE

La dimension religieuse a été abordée par le professeur Saïd Bouizri, membre du Haut-Conseil islamique, qui a présenté une communication intitulée «Les règles religieuses encadrant la transplantation des organes humains». Il a souligné que l'Islam ne s'oppose ni au don ni à la greffe d'organes, qui s'inscrivent pleinement dans les objectifs de la charia visant à préserver la vie humaine, tout en respectant la dignité de la personne, qu'elle soit vivante ou décédée.

Le Dr Merouak Nacer Eddine, représentant du ministère de la Justice, a, pour sa part, expliqué que la relation juridique autour de la greffe est tripartite, impliquant le médecin chirurgien, le patient et le don-



neur. Selon lui, chaque partie doit respecter des conditions strictes afin que l'opération soit conforme à la loi et protège à la fois la santé publique et les droits des individus.

DES BESOINS URGENTS ET UN PROGRAMME LIMITÉ

Malgré la création en 2012 de l'Agence nationale de la greffe d'organes, le nombre d'interventions réalisées reste très limité. Selon le professeur Tahar Rayane, le programme annuel ne dépasse pas 300 greffes, un nombre largement insuffisant pour répondre aux besoins des patients souffrant d'insuffisance rénale, estimés à environ 30 000 cas, générant des coûts annuels de près de 600 millions de dollars. Pour remédier à cette situation, il a proposé la création d'un registre national de transplantation rénale afin de garantir une répartition équitable des organes. Le professeur Karim Boudjemaâ, spécialiste en transplantation hépatique, a insisté sur l'urgence de développer la greffe du foie, expliquant que de nombreux patients nécessitent une transplantation vitale.

«Certains ont la chance d'être pris en charge, d'autres doivent financer eux-mêmes des greffes à l'étranger, ce qui est extrêmement coûteux et souvent inefficace.

Il est indispensable que l'Algérie dispose d'une activité nationale de transplantation sécurisée et accessible», a-t-il déclaré. Il a précisé que le pays dispose des compétences médicales nécessaires, mais que l'absence de moyens organisationnels structurés limite la mise en place d'un programme régulier et sécurisé pour tous les patients.

INSTAURATION DE LA CARTE NATIONALE DU DONNEUR

Le programme national annoncé par Douagui prévoit la mise en place d'une carte nationale du donneur ainsi qu'un registre des donneurs, permettant de recenser les personnes volontaires et de faciliter l'organisation des greffes. Il vise également à renforcer les prérogatives de l'Agence nationale de greffe d'organes, tant en termes de ressources humaines que matérielles, afin qu'elle puisse assurer pleinement la mise en œuvre du plan national.

Le projet inclut la création de trois pôles hospitaliers spécialisés pour la greffe, ainsi que des campagnes de sensibilisation et de conscientisation auprès des citoyens pour promouvoir la culture du don d'organes et encourager les familles à participer à ce geste vital.

PROGRÈS EN GREFFES DE MOELLE OSSEUSE, HÉPATIQUE ET CORNÉE

Cette journée parlementaire a également permis de présenter les avancées dans plusieurs domaines : la greffe de moelle osseuse, la greffe hépatique et la greffe de cornée, mettant en lumière les compétences locales, tout en soulignant le besoin urgent de moyens organisationnels adaptés.

Le professeur Ahmed Nacer Redouane a exposé les progrès réalisés dans la greffe de cellules souches hématopoïétiques, tandis que la professeure Nassima Benmerzouga Mahfoudi a présenté l'état des lieux et les perspectives de la greffe de cornée en Algérie.

PÔLES HOSPITALIERS RÉGIONAUX SPÉCIALISÉS

À l'issue de cette rencontre, plusieurs recommandations pratiques ont été formulées pour améliorer le système de greffes en Algérie. Parmi les mesures proposées, la relance de l'Agence nationale de la greffe d'organes figure en bonne place. Il a été suggéré de renforcer ses prérogatives afin d'optimiser le processus de gestion des dons et des greffes à l'échelle nationale.

Une autre recommandation importante concerne la création de pôles hospitaliers régionaux spécialisés dans la transplantation, ce qui permettrait de mieux répartir les ressources et d'améliorer l'accessibilité aux soins.

Un autre aspect crucial abordé a été la mise en place d'un registre national des donneurs d'organes. Ce registre serait régi par des normes juridiques et éthiques strictes afin d'assurer la transparence et la sécurité dans le processus de don d'organes, tout en respectant les droits des donneurs et des receveurs.

En outre, le développement de la formation médicale spécialisée a été évoqué comme un impératif pour accompagner la croissance de la transplantation d'organes. Des efforts doivent être faits pour améliorer la formation des médecins et des spécialistes afin qu'ils puissent suivre les avancées scientifiques et techniques dans ce domaine.

K. Zemmouri

MOHAMED SEDDIK AÏT-MESSAOUDÈNE, MINISTRE DE LA SANTÉ

«Une question médicale et éthique»

«La transplantation d'organes figure parmi nos priorités», a affirmé hier Mohamed Seddik Aït-Messaoudène, ministre de la Santé, lors d'une journée parlementaire au Conseil de la nation, où il était représenté par Mohamed Talhi, secrétaire général du ministère. Le gouvernement a présenté un programme national ambitieux visant à développer cette activité médicale vitale et à répondre à la demande croissante des patients.

Depuis la première greffe rénale réalisée en 1986 au Centre hospitalo-universitaire Mustapha-Pacha d'Alger, près de 1 600 transplantations de rein ont été effectuées dans le pays. D'autres jalons importants ont également marqué l'histoire médicale nationale, avec la première greffe de moelle osseuse en 1998 et la première transplantation hépatique en 2003. Pourtant, malgré ces avancées, le nombre de procédures reste insuffisant face à l'augmentation des cas d'insuffisance



ce rénale et d'autres pathologies lourdes.

Le nouveau programme, supervisé par l'Agence nationale de transplantation d'organes, prévoit la relance des greffes hépatiques et le lancement des transplantations cardiaques dès cette année. Il met également l'accent sur la formation des professionnels de santé et sur

l'échange d'expertises avec des pays étrangers reconnus dans ce domaine.

Avec cette initiative, le ministère de la Santé réaffirme son engagement à renforcer la transplantation d'organes en Algérie, en conjuguant progrès médical, sécurité sanitaire et amélioration de la qualité de vie des patients.

K. Z.

AZZOUZ NASRI, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA NATION

Une banque d'organes verra bientôt le jour

«La création d'une banque d'organes, destinée à la conservation et au stockage des tissus et organes, pourrait bientôt voir le jour en Algérie.» C'est ce qu'a annoncé hier le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, lors d'une journée parlementaire consacrée à la greffe d'organes. Selon lui, ce projet ambitieux nécessite un cadre juridique solide et des normes médicales strictes, à l'image des centres de collecte et de conservation du sang, afin de garantir la sécurité, la traçabilité et la transparence dans toutes les opérations liées aux dons et aux greffes.

Le président du Conseil de la nation a précisé que le développement de la greffe d'organes ne constitue en aucun cas une atteinte à la sacralité du corps humain, mais s'inscrit dans le cadre de pratiques légales et rigoureusement encadrées. Il a souligné l'importance du consentement libre et éclairé des donneurs et du contrôle strict exercé par des établissements de santé agréés, afin de protéger la sécurité sanitaire nationale et d'éviter toute dérive.

Azouz Nasri a également rappelé que toute atteinte au corps humain sans justification légale engage la responsabilité pénale, et que le commerce d'organes humains demeure strictement criminalisé. Pour lui, il s'agit d'un équilibre entre progrès médical et respect des principes éthiques, reposant sur la collaboration entre chercheurs, médecins, oulémas et centres de recherche. Cette démarche vise à lever toutes les ambiguïtés religieuses, médicales et sociétales liées à la transplantation, tout en rassurant la population sur la légalité et la moralité du processus.

K. Z.

GOUVERNANCE DES DONNÉES

Un compte unique pour chaque citoyen

Le dispositif pose les bases d'une administration plus moderne et d'une souveraineté numérique renforcée.

Dans un contexte marqué par l'accélération de la transformation numérique, l'Algérie franchit une nouvelle étape décisive avec la mise en place du système national de gouvernance des données. Pensé comme un levier stratégique pour moderniser l'administration, renforcer la souveraineté numérique et améliorer la qualité des services publics, ce dispositif vise à structurer, sécuriser et valoriser les données publiques.

VALORISATION DES DONNÉES PUBLIQUES

Intervenant sur les ondes de la Radio Chaîne III de la Radio nationale, le consultant et expert en technologies de la communication, Younès Grar, a expliqué que ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une stratégie nationale visant la collecte, l'organisation, la sécurisation et la valorisation des données publiques. L'objectif est de rendre ces données facilement exploitables afin d'accélérer la digitalisation des services au profit des organismes publics, des entreprises et des citoyens. Selon Younès Grar, l'un des enjeux majeurs de cette démarche est l'uniformisation des formats de données et leur centralisation au sein de data centers nationaux sécurisés. Une telle approche permettra à la fois de garantir la protection des données et d'en faciliter l'accès contrôlé.

DES SECTEURS DÉJÀ NUMÉRISÉS, MAIS SANS INTERCONNEXION

L'expert a rappelé que l'Algérie s'est engagée depuis plusieurs années dans une stratégie de transformation digitale ayant permis à de nombreux secteurs, tels que la santé, la justice, l'enseignement, le travail ou encore l'intérieur à travers l'état civil, de numériser leurs données et leurs processus. Toutefois, il a souligné une limite : chaque secteur gère aujourd'hui ses propres données sans interconnexion avec les autres, freinant ainsi l'efficacité globale des services numériques.

UNE LEVÉE DES BARRIÈRES

Le nouveau dispositif ambitionne de lever ces barrières. «Il va permettre à tous les secteurs d'informatiser leurs services au même niveau», souligne Younès Grar, ajoutant que chaque citoyen pourra, à terme, disposer d'un compte unique et d'un identifiant regroupant l'ensemble de ses données, facilement exploitables. Une condition indispensable, selon lui, à la réussite de toute stratégie de numérisation.

Toutefois, cette transformation ne saurait être uniquement technologique. Elle implique également un changement culturel profond. «La digitalisation nécessite une culture à inculquer à tous les niveaux, aussi bien auprès des administrations que des citoyens», insiste l'expert. Un rôle central reviendra ainsi au Haut-



Commissariat à la numérisation, chargé d'accompagner les organismes dans le respect des normes et des procédures, depuis la saisie et la classification des données jusqu'à leur traitement, leur exploitation et leur sécurisation.

LE SYSTÈME NATIONAL DE GOUVERNANCE OPÉRATIONNEL

De son côté, Mohamed Louail, directeur de la gouvernance numérique et de la coordination de la numérisation du secteur public au Haut-Commissariat à la numérisation, a affirmé que le système national de gouvernance des données est désormais opéra-

tionnel. Il s'agit, selon lui, d'une démarche capitale destinée à maîtriser, organiser, protéger et exploiter les données, considérées comme un levier essentiel pour l'aide à la décision publique et le renforcement de la souveraineté numérique nationale.

Le système national de gouvernance des données est encadré par le décret présidentiel n°25-320, promulgué le 31 décembre 2025, qui en a consacré le lancement officiel. Il comprend plusieurs composantes essentielles, notamment la classification des données, l'indexation de leurs sources et le système national d'interopérabilité. Ce dernier constitue l'épine dorsale de

l'échange de données entre les ministères, les institutions et les organismes publics, via un réseau national sécurisé de transfert et de circulation de l'information.

RENFORCER LA POSITION DE L'ALGÉRIE

Selon Mohamed Louail, la mise en place de ce système permettra d'améliorer sensiblement les performances du pays et de renforcer la position de l'Algérie dans les classements internationaux de gouvernance numérique, notamment l'indice de développement de l'administration électronique (EGDI) des Nations unies.

Par ailleurs, la stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030, actuellement en cours d'élaboration, vise à bâtir un écosystème national moderne et attractif pour l'investissement, fondé sur une circulation fluide, transparente et fiable des données officielles, régulièrement mises à jour. En conclusion, le responsable du HCN a souligné que ce système renforcera la coordination entre les différentes institutions concernées par les questions économiques, notamment les secteurs du commerce, de l'industrie, des finances et des douanes, ainsi que les agences spécialisées. Une meilleure exploitation des données facilitera la mise en relation entre investisseurs et porteurs de projets, tout en consolidant la souveraineté numérique nationale.

I.Khermane

FIAT ALGÉRIE SIGNE CINQ ACCORDS DE PARTENARIAT

L'objectif de l'industrialisation

Le groupe Stellantis, via sa filiale Fiat Algérie, a annoncé, hier, la signature de cinq nouveaux accords de partenariat avec des sous-traitants nationaux, lors de l'inauguration de la première édition du salon Mécanique Algérie, à Oran.

ACCÉLÉRER LA LOCALISATION

Dans son allocution, le directeur général de Stellantis Algérie, Raoui Beji, a souligné que cette initiative s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise visant à accélérer la localisation de l'industrie automobile et à renforcer le tissu de la sous-traitance nationale.

Parmi les accords signés, figure un par-

tenariat dans le domaine de l'emboutissage (mise en forme des tôles), une étape clé dans la fabrication des véhicules. Selon les responsables du groupe, cette avancée constitue une étape majeure dans la transition de l'assemblage CKD vers une production plus industrielle, avec une fabrication progressive de composants sur le sol algérien.

PIÈCES DE RECHANGE : 4 ACCORDS CONCLUS

En complément, Fiat Algérie a conclu quatre autres accords destinés à soutenir la production locale de pièces de rechange, dans le but de réduire les importations, d'élargir la base des fournisseurs nationaux

et de renforcer la valeur ajoutée dans la chaîne de production.

Le groupe annonce, par ailleurs, vouloir porter le taux d'intégration locale à plus de 30% d'ici à 2026, en développant des partenariats durables avec des entreprises algériennes, tant pour la fourniture directe à l'usine que pour les services après-vente.

UN RÉSEAU DE FOURNISSEURS EN EXPANSION

À ce jour, le réseau de fournisseurs de Fiat Algérie compte 13 partenaires dédiés à la production et 13 autres pour l'après-vente, un indicateur, selon le groupe, de la dynamique croissante du secteur de la sous-traitance mécanique en Algérie.

Au-delà de l'aspect industriel, ces accords sont également présentés comme une réponse aux enjeux économiques et sociaux du pays, notamment par la création d'emplois directs et indirects, le transfert de technologies et le renforcement des compétences locales.

TAFRAOUI, FUTUR PÔLE INDUSTRIEL

Dans une logique de développement durable et de souveraineté économique, Fiat Algérie mise, désormais, sur l'usine de Tafraoui, à Oran, pour en faire un pôle industriel national capable de répondre à la demande intérieure et, à terme, d'envisager l'exportation.

PROGRAMME AADL 3

Les recours à partir de mars

Le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire a annoncé, dans un communiqué, l'ouverture, à compter du mois de mars prochain, des recours concernant le type d'appartement dans le cadre du programme de location-vente AADL 3. Cette démarche se fera via la plateforme numérique dédiée. Cette annonce a été faite lors d'une réunion technique présidée par le ministre Mohamed Tarek Belaribi, au siège du ministère, en présence des cadres cen-

traux ainsi que des responsables de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

LANCEMENT DES TRAVAUX DES 120.000 UNITÉS RESTANTES

La réunion a été consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des projets des 80.000 unités de logement AADL 3, dont les travaux ont été lancés fin 2025. Le communiqué précise que pour le quota restant, estimé à 120 000 unités de la même formu-

le, le ministre a donné des instructions afin que les travaux de réalisation soient lancés avant la fin du mois prochain.

Concernant le programme de 300 000 logements AADL 3, inscrit dans la loi de finances 2026, le ministre a ordonné la levée de toutes les entraves administratives et techniques afin de garantir le lancement effectif de ce programme d'envergure. Le ministère a également indiqué que jusqu'au 9 février, 85% des souscripteurs acceptés ont procédé au premier verse-

ment de la première tranche.

AADL2 : MISE EN SERVICE D'UNE APPLICATION NUMÉRIQUE

Lors de la réunion, il a également été question du dossier des contrats des souscripteurs du programme AADL 2. À ce sujet, le ministre a ordonné la mise en service, dès mars prochain, d'une application numérique interactive avec les offices notariaux, destinée à faciliter la remise des contrats aux bénéficiaires.

INDUSTRIE MINIÈRE

Le phosphate, l'autre atout

Les réserves nationales sont estimées à 840 millions de tonnes de phosphate exploitable, et l'objectif affiché est d'atteindre une capacité de production annuelle de 10,5 millions de tonnes de phosphate brut.

L'Algérie accélère sa stratégie de valorisation du phosphate, considéré comme un pilier majeur de la diversification économique et de la réduction de la dépendance aux hydrocarbures. Deux projets structurants — la ligne ferroviaire minière Est et le phosphate intégré — ont été au centre des récentes réunions de suivi présidées par le gouvernement.

Lors d'un Conseil ministériel conjoint présidé par le Premier ministre Sifi Ghrieb, l'avancement du projet de phosphate intégré a été examiné. Ce projet, présenté comme l'un des plus importants du pays, concerne les wilayas de Tébessa, Souk Ahras et Annaba.

Les réserves nationales sont estimées à 840 millions de tonnes de phosphate exploitable, et l'objectif affiché est d'atteindre une capacité de production annuelle de 10,5 millions de tonnes de phosphate brut. Cette production vise à soutenir le développement des industries de transformation, renforcer les capacités d'exportation et dynamiser l'économie des régions concernées, tout en créant des emplois directs et indirects.

Le Premier ministre a insisté sur l'impératif de renforcer la coordination entre les différents secteurs ministériels et acteurs impliqués, et de mobiliser toutes les res-



sources humaines et matérielles afin de rattraper tout retard éventuel. L'objectif fixé par le chef de l'État est clair : l'achèvement du projet et son entrée en exploitation avant la fin de 2026.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Dans le même temps, le ministre des

Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a exigé l'achèvement dans les délais de la ligne ferroviaire minière Est, un projet essentiel pour acheminer le phosphate extrait vers les ports d'exportation.

Lors d'une réunion de suivi de l'avancement des travaux, le ministre a souligné la

nécessité de mobiliser toutes les ressources et d'assurer une coordination renforcée entre les différents intervenants. Il a insisté sur l'importance des sections stratégiques, notamment le contournement de la ville de Tenouklate (43 km), la zone de Oued El-Kebir (30 km) et le tronçon port d'Annaba – Bouchegouf (54 km).

Sur les 422 km que compte l'ensemble du projet, 174 km ont déjà été réalisés. Selon le planning, 127 km supplémentaires doivent être achevés d'ici avril prochain, portant le total à 301 km. Les 121 km restants, reliant Bouchegouf, Souk Ahras et Dréan, doivent être achevés conformément aux délais prévus. Le ministre a insisté sur la vigilance nécessaire dans cette zone en raison du relief difficile.

FAIRE DU PHOSPHATE UN MOTEUR DE CROISSANCE

Ces deux projets s'inscrivent dans la même logique : faire du phosphate un levier industriel et économique pour l'Algérie, en assurant une chaîne complète allant de l'extraction à l'exportation, en passant par la transformation.

Le gouvernement met ainsi l'accent sur la nécessité de respecter les délais fixés par le chef de l'État et de renforcer la coordination entre tous les acteurs afin de garantir la réussite de ce chantier stratégique.

AVEC L'APPUI DE LA BANQUE MONDIALE

L'Algérie vise de nouveaux marchés agricoles

L'Algérie veut accélérer la modernisation de son agriculture et attirer davantage d'investissements étrangers, tout en consolidant sa souveraineté alimentaire.

Le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid, a reçu hier dimanche à Alger une délégation de la Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, conduite par son vice-président chargé de l'Afrique, Ethiopis Tafara, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre a permis aux deux parties d'examiner les pistes de renforcement du partenariat et d'élargir les opportunités de coopération dans le domaine de l'investissement agricole. Le ministre a présenté la stratégie nationale de développement et de modernisation du secteur, centrée sur l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire par l'encouragement des investissements nationaux et étrangers dans la production, la transformation et l'exportation.

Les capacités agricoles du pays

ont été mises en avant, notamment le potentiel important du territoire à atteindre l'autosuffisance pour plusieurs produits encore importés. Dans ce cadre, l'expérience algérienne en matière de développement de l'agriculture saharienne et l'orientation vers une agriculture moderne et durable ont été soulignées. Un projet ayant suscité l'intérêt de l'IFC.

L'institution a ainsi affiché sa disponibilité à accompagner techniquement et financièrement des projets agricoles, notamment pour améliorer la productivité, aider les exportateurs à satisfaire les normes internationales de qualité et faciliter l'accès à de nouveaux marchés.

INCUBATEURS ET INNOVATION AGRICOLE

La création d'incubateurs dédiés aux technologies agricoles a également été évoquée, afin de soutenir les projets innovants.

Les discussions ont porté aussi sur les mécanismes de financement du secteur agricole, avec

l'examen d'un accompagnement de l'IFC pour la mise en place de solutions modernes adaptées aux besoins du secteur. Le dossier de l'assurance agricole, jugée essentielle pour protéger les agriculteurs et stabiliser la production, a également été abordé.

À l'issue de la rencontre, les deux parties ont convenu de poursuivre les consultations et d'organiser des réunions techniques afin d'élaborer un plan de partenariat opérationnel visant à renforcer l'investissement et à soutenir le développement durable du secteur agricole en Algérie.

Cette rencontre s'inscrit dans une logique claire : l'Algérie veut accélérer la modernisation de son agriculture et attirer davantage d'investissements étrangers, tout en consolidant sa souveraineté alimentaire.

LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE SAHARIENNE

Le développement de l'agriculture saharienne apparaît comme

un axe central de la stratégie algérienne.

Il s'agit d'un pari ambitieux : transformer des régions désertiques en espaces agricoles viables grâce à l'irrigation, aux technologies modernes et à une gestion durable de l'eau. Pour l'IFC, cette approche est attractive car elle peut générer des projets à fort impact (création d'emplois, transformation locale, exportation).

Cependant, elle comporte aussi des défis majeurs, notamment la disponibilité de l'eau, les coûts des infrastructures, ainsi que la nécessité de technologies adaptées et de capacités de gestion locales.

UN PARTENARIAT FINANCIER ET TECHNOLOGIQUE

L'intérêt de l'IFC dépasse le simple financement. L'institution propose un appui technique, une montée en compétence des acteurs locaux, et surtout une ouverture vers les normes internationales de qualité et les mar-

chés étrangers.

En clair, l'Algérie veut exporter davantage et améliorer la compétitivité de ses produits. À cet égard, la proposition de créer un incubateur en technologies agricoles montre aussi que le pays cherche à encourager l'innovation, notamment dans l'irrigation intelligente, les semences et variétés adaptées, la transformation agroalimentaire, ainsi que la logistique et la traçabilité.

Dans ce sens, la proposition de l'IFC d'accompagner la mise en place de nouveaux mécanismes financiers vise la création d'instruments modernes (crédit, leasing, garanties, financement de projets) capables de soutenir des investissements à long terme, notamment dans l'agriculture saharienne.

En somme, l'Algérie se trouve à un tournant : passer d'une agriculture de subsistance et d'importation à une agriculture moderne, innovante et exportatrice.

Le partenariat avec l'IFC peut être un accélérateur décisif.

R.N.

SALON ALIMENTARIA DE BARCELONE

Les inscriptions ouvertes

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, lundi dans un communiqué, l'ouverture des inscriptions pour les opérateurs algériens activant dans le domaine de l'exportation, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires, pour participer au Salon international de l'alimentation (Alimentaria 2026), prévu à Barcelone (Espagne) du 23 au 26 mars prochain. Le ministère a invité les opérateurs souhaitant participer à

cet événement international à s'inscrire via le lien dédié sur son site électronique.

Considéré comme l'une des plateformes internationales de premier plan dans le domaine des industries agroalimentaires et des arts culinaires, ce salon enregistre une large participation d'opérateurs venant des quatre coins du monde pour échanger les expériences, les expertises et les visions sur les évolutions de ce secteur, conclure des contrats et nouer des partenariats.

CENTRALE SOLAIRE DE TINDOUF

Opérationnelle avant la fin de l'année

Le wali de la wilaya de Tindouf, Daho Mustafa, a annoncé un avancement significatif des travaux de la centrale photovoltaïque de Gara Djebilet. Selon ses déclarations, la centrale solaire d'une capacité de 205,19 MW devrait entrer en service avant la fin de l'année en cours. Ce projet, le deuxième du genre au niveau national, se distingue par l'intégration d'une technologie de stockage d'énergie, une première en Algérie. Cette innovation permettra d'assurer une meilleure continuité de la production électrique, même en dehors des heures d'ensoleillement. La centrale solaire est également appelée à jouer un rôle stratégique dans le développement du site de Gara Djebilet, qui devrait être complété ultérieurement par des unités de dessalement et de production, renforçant ainsi l'infrastructure énergétique et industrielle de la région.

AFFAIRE ANSEJ

Les verdicts confirmés

La présidente de la 10e chambre pénale de la cour d'Alger a confirmé, hier, l'intégralité des peines prononcées lors du premier jugement dans l'affaire de l'ancien directeur de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et de 57 autres mis en cause.

Par : Redouane Hannachi

Le tribunal correctionnel d'Hussein Dey avait, en première instance, condamné les prévenus à des peines allant de 2 à 5 ans de prison ferme. Ces sanctions ont été entérinées par la cour, qui a maintenu l'ensemble des condamnations.

Les 58 accusés ont été reconnus coupables de faits graves : falsification de documents commerciaux, rédaction de certificats comportant des informations erronées, détournement de fonds publics, ainsi que octroi d'avantages indus au profit d'une entité privée. La cour a également retenu les chefs d'accusation de trafic d'influence, faux et usage de faux, et de participation à la dilapidation de deniers publics.

UNE AFFAIRE RÉVÉLÉE PAR LA GENDARMERIE

L'affaire a été révélée après la réception d'informations par la brigade de recherche



de la Gendarmerie nationale de Bab Edjedid. Selon l'ordonnance de renvoi, le principal accusé, désigné par l'initiale « T », occupait à l'époque le poste de directeur des dossiers jeunes à l'ANSEJ. Il est accusé d'avoir profité de sa position pour extorquer des jeunes demandeurs d'aide et obtenir des avantages indus lors de l'examen des dossiers.

Le mis en cause percevait une commission de 5 % sur chaque facture établie au profit des entreprises travaillant avec

l'agence, en complicité avec leurs gestionnaires. En échange, il exigeait des jeunes des sommes comprises entre 15 et 30 millions de centimes par dossier, pour faciliter les procédures et garantir l'acceptation des dossiers.

DES ENTREPRISES AU CŒUR DU SYSTÈME

Les enquêtes, ordonnées par le procureur de la République près le tribunal d'Hussein Dey, ont ciblé plusieurs entre-

prises et fournisseurs en relation avec le suspect, notamment les SARL Nourdja (Bourouba), Lyes Daw (Gué de Constantine), Bodj (Hussein Dey) et Aissiou (Baraki).

La brigade de recherche a mis au jour une opération de financement fictif, orchestrée par ces fournisseurs en complicité avec certains investisseurs. Selon les investigations, ces quatre sociétés ont permis le financement de 118 projets à travers différentes antennes de l'ANSEJ, sans qu'aucun de ces projets n'ait été réellement réalisé.

DES JEUNES VICTIMES ET COMPLICES

L'enquête a également révélé un système d'escroquerie au détriment des jeunes bénéficiaires des prêts de l'ANSEJ. Les fournisseurs utilisaient des porteurs de projets pour obtenir des équipements, en leur faisant signer des factures fictives. Ces documents étaient ensuite présentés à l'ANSEJ, qui versait un premier chèque équivalent à 30 % du montant. Le jeune remettait ce chèque à l'entreprise, puis recevait un second chèque de 70 %, censé servir à la réception de l'équipement. Mais, au final, les équipements n'étaient jamais livrés.

La procédure a également révélé la complicité de certains jeunes, qui avaient conclu un accord avec les fournisseurs pour escroquer le Trésor public. Selon l'enquête préliminaire, ces jeunes percevaient 85 % du montant du chèque en tant que préte-nom, tandis que le fournisseur se contentait de 15 %.

R.H

Dans une décision surprenante, le tribunal criminel d'Alger (première instance) a acquitté, dimanche dernier, les deux frères I. Anis et Mohamed, accusés de tentative d'homicide volontaire sur la personne de L. Tahar. Les magistrats ont estimé que les preuves matérielles et légales étaient insuffisantes pour retenir les charges.

Après délibération, la présidente du tribunal, Mme Kias H'nifa, ses deux conseillers et les deux membres du jury ont jugé que les chefs d'inculpation retenus par le juge d'instruction du tribunal d'Hussein Dey, ainsi que par la chambre d'accusation de la cour d'Alger, étaient « nuls et non avendus ».

La décision s'appuie notamment sur les aveux du principal inculpé, qui a admis avoir frappé la victime, expliquant qu'il s'agissait d'une « correction » en réponse à une agression antérieure ayant causé de graves blessures à la tête.

Condamné à trois ans de prison ferme dans cette affaire, le détenu d'El Harrach a

“VENGEANCE GRATUITE” : Deux frères acquittés

déclaré à la présidente :

« Je suis à l'origine de la balafre qu'il porte sur la joue. Le plaignant m'a blessé à l'aide d'une arme blanche. J'ai passé plus d'un mois à l'hôpital. Les deux frères I. Anis et Mohamed n'ont rien à voir dans cette affaire. Ils n'étaient pas présents sur les lieux. La victime veut se venger et éviter sa responsabilité pénale. Je l'ai frappé seul. »

Lors de leur audition, les deux frères ont nié toute implication. I. Anis a affirmé avoir attendu jusqu'à 17 heures au siège de la cour d'Alger, alors que l'agression aurait eu lieu vers 15h30, le jour où le plaignant devait comparaître pour une autre affaire. Son frère Mohamed, lui, a dénoncé un « coup monté », précisant qu'il se trouvait chez lui, dans un état de santé fragile, souff-

rant d'hépatite C. Le plaignant, appelé à la barre, s'est contredit à plusieurs reprises. La présidente l'a interpellé : « Précisez lequel des mis en cause vous a frappé. »

Face à l'affirmation « Ils m'ont tous frappé », la magistrate a rétorqué : « Mais ils ne peuvent pas causer les mêmes blessures au même endroit. »

Un témoin a également affirmé que les frères Anis et Mohamed n'étaient pas impliqués. Il a expliqué avoir échangé via WhatsApp avec Mohamed, tout en soulignant que ce dernier était dans un état de santé critique, et avoir accompagné Anis du siège de la cour jusqu'à leur domicile le jour des faits. Les avocats de la partie civile ont dénoncé un témoignage « douteux », allant jusqu'à remettre en question la relation

entre le témoin et la mère des inculpés. Le représentant du parquet général, quant à lui, a demandé la peine capitale pour les trois accusés, sans s'attarder sur les détails des faits.

Les avocats de la défense, maîtres Hattab Mohamed et Khiair Tahar, ont plaidé l'acquittement, estimant que leurs clients avaient été victimes d'un montage orchestré par la victime pour échapper à ses propres responsabilités dans d'autres affaires pénales.

Un autre prévenu, poursuivi pour complicité dans cette même affaire, a également été acquitté. Les faits se sont déroulés dans le parking en face du siège de la cour d'Alger. Les services de sécurité sont intervenus in extremis, empêchant une issue plus grave.

Les avocats de la partie civile annoncent qu'ils comptent faire appel devant le tribunal criminel d'Alger de deuxième instance, afin de demander la révision du procès.

R.H

JUSTICE

L'Algérie partage son expertise avec la Somalie

Un mémorandum d'entente visant à renforcer la coopération juridique et judiciaire a été signé, hier, à Alger entre les ministères de la Justice algérien et somalien. Le document a été paraphé au siège du ministère de la Justice par Lotfi Boudjemaa, ministre de la Justice, garde des Sceaux, et Hassan Moallin Mohamud Sheikh Ali, ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles de la République fédérale de Somalie.

Dans son allocution, Lotfi Boudjemaa a souligné la solidité des relations entre les deux pays, fondées sur le respect mutuel, rappelant que ces principes ouvrent la voie à une coopération élargie, conforme aux orientations des hautes autorités des deux États. Le mémorandum prévoit notamment l'échange d'expertises et d'expériences



entre les deux ministères. Il accorde une place centrale au renforcement des capacités, à travers la formation et le perfectionnement des magistrats et des membres du parquet. Les programmes d'enseignement

des instituts et écoles de formation seront ainsi partagés afin d'harmoniser les pratiques et d'améliorer la qualité des compétences judiciaires.

Le ministre algérien a également insisté sur l'importance de l'adaptation du secteur de la justice aux évolutions de l'ère numérique, estimant que la modernisation des outils et des procédures est essentielle pour renforcer l'efficacité du travail judiciaire et faciliter l'accès des citoyens à la justice. Le mémorandum consacre par ailleurs une coopération dans la gestion et l'administration des établissements pénitentiaires, le développement de programmes de réinsertion sociale des détenus, ainsi que dans la construction et l'équipement des infrastructures judiciaires.

De son côté, le ministre somalien de la

Justice a salué la profondeur des liens fraternels entre l'Algérie et la Somalie, estimant que cet accord constitue une « étape importante » dans le renforcement de la coopération judiciaire. Il a souligné l'intérêt de son pays pour l'expérience algérienne, qualifiée de pionnière dans les domaines de la justice, de la magistrature, de l'administration judiciaire et de la législation.

Le responsable somalien a exprimé le souhait de faire bénéficier la Somalie de ce modèle, afin de soutenir ses efforts de réforme et de développement du secteur judiciaire, au service de l'État de droit et de la confiance des citoyens dans les institutions.

Il a enfin exprimé l'espoir que ce mémorandum marque le début d'un partenariat durable entre les deux pays frères.

BOUIRA FACE À UN SÉISME FICTIF DE 6,7

La Protection civile en action

Cette manœuvre témoigne du haut niveau d'opérabilité et de réaction des différentes équipes de la protection civile déployées sur le terrain pour montrer leurs grandes capacités en matière de secours, de sauvetage et d'intervention pour sauver des vies humaines

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a supervisé, lundi à Bouira, une manœuvre nationale de la Protection civile simulant un séisme de magnitude 6,7 sur l'échelle de Richter, à laquelle participent 44 détachements de renfort aux premières interventions (DRPI).

Arrivé en début d'après-midi à la base opérationnelle de l'exercice, installée à Oued El Berdi, le ministre a visité, en compagnie du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, les différents camps et cellules, ainsi que le poste de commandement principal formant cette grande base opérationnelle. Sayoud a également inspecté les différents services impliqués dans cette manœuvre nationale d'envergure, à laquelle participent plus de 6 000 éléments de la Protection civile, tous grades confondus, avant de passer en revue les différents détachements venus de 43 wilayas du pays.

HAUT NIVEAU D'OPÉRABILITÉ

Sur place, le ministre a reçu tous les détails et explications liés



à cet exercice. Il a tenu, par la même occasion, à saluer le haut niveau de compétences de la Protection civile et ses capacités d'intervention en cas de catastrophes et de crises. « Cette manœuvre témoigne du haut niveau d'opérabilité et de réaction des diffé-

rentes équipes de la Protection civile déployées sur le terrain, et montre leurs grandes capacités en matière de secours, de sauvetage et d'intervention pour sauver des vies humaines », s'est réjoui le ministre. Il a salué également la participation de la Protection civi-

le des wilayas du Sud dans cet exercice d'envergure, qui, a-t-il dit, « leur permet de perfectionner leurs connaissances et leur expérience en matière d'intervention en temps de crise et de catastrophe ».

LE SITE ENDOMMAGÉ À SOUR EL GHOZLANE

Le ministre s'est ensuite rendu à Sour El Ghazlane (au sud de Bouira), où il a visité un site endommagé par le séisme fictif, selon le scénario de l'exercice lancé depuis vendredi soir et qui se poursuivra jusqu'au 12 février en cours. À Sour El Ghazlane, Sayoud s'est dit très satisfait du bon déroulement de cette manœuvre à laquelle participent 44 détachements de renfort aux premières interventions (DRPI) de la Protection civile.

INTERVENTIONS SUR PLUSIEURS COMMUNES

Face à cette catastrophe naturelle simulée à Bouira, touchant plusieurs villes de la wilaya, les éléments participants sont à pied d'œuvre pour secourir les victimes et les blessés de ce séisme virtuel dans les communes d'Oued El Berdi, Bouira, El Asnam

et Sour El Ghazlane.

MOYENS DÉPLOYÉS LORS DE L'EXERCICE

Les détachements déployés sont composés d'équipes de commandement, de sauvetage et de déblaiement, de plongée aquatique et subaquatique, ainsi que de groupes de recherche et d'intervention en milieux périlleux, d'équipes de plongée, de brigades cynotechniques et de cellules d'intervention en cas de risque nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC).

DÉGAGEMENT DES DÉCOMBRES ET SECOURS AUX BLESSÉS

Réparties sur les sites endommagés par le séisme virtuel, les équipes de la Protection civile déploient tous leurs moyens pour sauver des vies humaines. À El Asnam et Sour El Ghazlane, des groupes de sapeurs-pompiers ont déployé d'importants moyens matériels pour dégager les décombres et secourir les personnes blessées lors de ce séisme survenu dans la partie sud-est de la wilaya de Bouira, avec un épicentre situé à 14 km de la commune d'Oued El Berdi.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 166 blessés en 24 heures

Cinq personnes ont trouvé la mort et 166 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, lundi, un bilan de la Protection civile. Durant la période du 8 au 9 février, la Protection civile a enregistré 137 interventions, suite à des accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas, ayant causé le décès de 5 personnes et des blessures à 166 autres, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à 7 personnes incommodées par le monoxyde de carbone, émanant des appareils de chauffage et de chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles respectifs dans les wilayas de Naâma (5 personnes) et Médéa (2 personnes). Durant la même période, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 4 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'El Tarf, Illizi, Oum El Bouaghi et Tiaret. Dans la wilaya de Biskra, deux personnes sont décédées et une autre a été blessée, suite à une explosion survenue lors d'une opération de maintenance d'une citerne vide pour le transport de gaz.

BEJAIA

Secousse tellurique de 3,5 degrés

Une secousse tellurique de magnitude 3,5 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée, hier à 05h51 dans la wilaya de Bejaia. Selon un communiqué du Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), l'épicentre de la secousse a été localisé à 2 kilomètres au Sud-Est de Tifra dans la même wilaya.

LÉGALISATION DES DOCUMENTS POUR L'ÉTRANGER

Tasdik entre en service

Algérie Poste lance une nouvelle version de son service Tasdik (authentification), qui permet aux citoyens d'authentifier leurs documents officiels destinés à l'étranger, sans se déplacer au ministère des Affaires étrangères. Le service d'authentification offre une solution moderne et rapide pour authentifier les documents directement et facilement, sans aucune procédure complexe, explique la Poste algérienne, qui a signé, dans ce cadre, un accord le 16 juillet 2025 avec le ministère des Affaires étrangères. « Gagnez du temps, suivez vos dossiers en toute transparence et bénéficiez d'un service sécurisé spé-

cialement conçu pour vous », indique Algérie Poste dans une vidéo explicative publiée sur sa page. L'objectif de cette démarche est de rapprocher l'administration des citoyens, selon la même source. Le citoyen désireux de bénéficier de cette prestation n'a qu'à remplir un formulaire de demande en ligne et obtenir instantanément les documents de confirmation d'inscription. Il déposera ensuite son dossier, accompagné des documents imprimés, au bureau de poste de son choix. Algérie Poste se chargera alors du transfert du dossier de manière fiable, rapide et sécurisée au ministère, évitant ainsi le déplacement

des citoyens, affirme-t-elle dans sa publication. Les services compétents du ministère des Affaires étrangères traiteront et certifieront le dossier. Le ministère explique, sur son site, que le citoyen doit s'assurer que les documents sont lisibles, en bon état et qu'ils ont été préalablement authentifiés par l'autorité de tutelle ou par le ministère de l'institution émettrice. Il est également tenu d'apposer un timbre fiscal de 20 dinars algériens sur chaque document à authentifier. Le citoyen doit accéder au portail dédié via le lien suivant : <https://tasdik.poste.dz/> et saisir toutes les informations requises, en précisant la

nature et le nombre de documents à authentifier ainsi que le pays de destination, détaille la tutelle. Une fois cette procédure terminée, il imprimera le formulaire de dépôt, le récépissé et le reçu. Selon la même source, les demandeurs peuvent suivre l'avancement de leur demande en temps réel via le service Tracemail, disponible à l'adresse <https://aptracking.poste.dz>.

Ils seront également informés de la réception de leurs documents par le ministère des Affaires étrangères, puis lorsqu'ils seront disponibles pour retrait au bureau de poste où ils ont été initialement déposés, affirme le ministère.

BEM ET BACCALAURÉAT 2026

Délai supplémentaire pour la vérification des données

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, lundi, la prolongation de la période de vérification des données des candidats aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat, session 2026, jusqu'au samedi 14 février 2026 à minuit.

Cette décision, précise un communiqué publié sur la page officielle du ministère sur Facebook, vise à offrir une opportunité supplémentaire aux candi-

dates, scolarisés et libres, n'ayant pas consulté leurs données ni vérifié leur exactitude après l'expiration de la période initialement fixée. En cas de constatation d'une erreur, les candidats scolarisés doivent en informer les chefs de leurs établissements scolaires, en précisant la nature de l'erreur, avant le 15 février 2026, ajoute le ministère. Quant aux candidats libres, ils sont tenus d'informer la direction de l'éducation

auprès de laquelle ils sont inscrits, ou le centre de wilaya de l'enseignement et de la formation à distance dont ils relèvent, selon le cas, de la nature de l'erreur constatée, au plus tard le 15 février 2026. Selon le même communiqué, si l'erreur concerne le nombre de tentatives déclarées ou l'obtention du baccalauréat, le candidat devra compléter le paiement du montant dû, selon le cas, via la plateforme de paiement élec-

tronique : epay.education.dz, avant le 15 février 2026. Pour rappel, les liens dédiés à l'opération sont les suivants Examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM) : <https://bem.onec.dz>, Examen du baccalauréat : <https://bac.onec.dz>, et Espace des parents sur la plateforme numérique du secteur de l'Éducation nationale (pour les candidats scolarisés) : <https://awlya.education.dz>.

DOSSIER NUCLÉAIRE IRANIEN

L'équilibre fragile des discussions

Qualifiant ses échanges avec ses homologues de Turquie, d'Égypte et d'Arabie saoudite de « bon début », le chef de la diplomatie iranienne a insisté sur la nécessité de surmonter le déficit de confiance envers les intentions américaines, fruit d'expériences passées jugées négatives par Téhéran.

La dynamique diplomatique autour du dossier nucléaire iranien connaît une nouvelle accélération, confirmant le rôle central joué par le sultanat d'Oman dans les efforts de médiation entre Téhéran et Washington. Hier, le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, Ali Larijani, s'est rendu à Mascate pour des consultations portant sur les développements régionaux et internationaux, dans un contexte marqué par la reprise de négociations indirectes entre l'Iran et les États-Unis.

Selon l'agence officielle iranienne Irna, cette visite prévoit des entretiens avec le ministre omanais des Affaires étrangères, Badr Al-Busaidi, figure clé de la médiation ayant permis la tenue, vendredi dernier, de discussions sensibles sur le programme nucléaire iranien.

Ali Larijani doit également être reçu par le sultan d'Oman, Haitham ben Tariq, soulignant l'importance politique accordée à cette séquence diplomatique.

UN CANAL DE DIALOGUE DISCRET

Le calendrier de cette visite reflète la volonté des deux parties de maintenir ouvert le canal omanais, reconnu depuis plusieurs années comme un espace de dialogue discret mais efficace entre Téhéran et Washington.



Dans une région marquée par des tensions persistantes, Mascate continue de s'imposer comme un acteur de confiance, capable de faciliter les échanges sur des dossiers hautement sensibles.

Parallèlement, la diplomatie iranienne multiplie les consultations régionales.

Le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a mené des échanges séparés avec ses homologues de Turquie, d'Égypte et d'Arabie saoudite, les informant des derniers développements liés aux négociations en cours. Qualifiant ces pour-

parlers de « bon début », il a toutefois insisté sur la nécessité de surmonter le déficit de confiance envers les intentions américaines, fruit d'expériences passées jugées négatives par Téhéran.

Les pays de la région ont, selon les autorités iraniennes, salué le lancement des discussions de Mascate et souligné l'importance de leur poursuite afin de privilégier une solution diplomatique et d'éviter une nouvelle escalade.

Le président iranien, Massoud Pezeshkian, a estimé que ces négociations repré-

sentent une opportunité réelle d'aboutir à un accord juste et équilibré, tout en mettant en garde contre toute exigence excessive susceptible de compromettre le processus.

TÉHÉRAN RÉAFFIRME SA VOLONTÉ DIPLOMATIQUE

Dans un communiqué publié hier, le ministère iranien des Affaires étrangères a réaffirmé l'attachement de Téhéran à la voie diplomatique et sa volonté de parvenir à un accord avec Washington garantissant la levée des sanctions.

Le texte critique néanmoins la politique américaine dans la région, dénonçant ce qu'il considère comme une influence déterminante de l'entité sioniste sur les décisions de Washington. Ces évolutions interviennent à la veille d'une rencontre attendue entre le président américain Donald Trump et le Premier ministre sioniste Benyamin Netanyahu. Selon des médias sionistes, cette visite viserait à influencer le cours des négociations en cours et à empêcher un accord limité au seul volet nucléaire. Alors que les discussions se poursuivent sous médiation omanaise, l'issue demeure incertaine. Entre méfiance persistante, pressions régionales et enjeux stratégiques majeurs, le dossier nucléaire iranien reste l'un des principaux tests pour la diplomatie au Moyen-Orient.

I/agences

ANNEXION DE LA CISJORDANIE

Washington réaffirme son opposition

L'administration américaine a réaffirmé son opposition à toute annexion de la Cisjordanie par l'entité sioniste. Un responsable de la Maison-Blanche a indiqué à l'agence Reuters que le président Donald Trump avait clairement exprimé son refus de soutenir une telle initiative, soulignant que la stabilité de la Cisjordanie constitue un élément central de la sécurité de l'entité sioniste et de la paix régionale.

Cette déclaration intervient alors que le gouvernement sioniste multiplie les mesures visant à renforcer son emprise sur le territoire occupé. Récemment, les autorités ont approuvé des déci-

sions permettant l'ouverture des registres fonciers de la Cisjordanie aux colons, une démarche perçue par de nombreux observateurs comme une tentative d'imposer de facto la souveraineté sioniste sur des zones administrées par l'Autorité palestinienne.

Dimanche, le cabinet politico-sécuritaire sioniste a validé une série de mesures modifiant le cadre juridique et civil en Cisjordanie occupée, approfondissant ainsi le contrôle exercé sur le territoire, selon la radiodiffusion publique sioniste. Ces décisions autorisent notamment les colons à acquérir des terres et des biens immobiliers sur l'ensemble

de la Cisjordanie, y compris dans les zones relevant de l'Autorité palestinienne en vertu des accords d'Oslo, qui couvrent environ 40 % du territoire. Pour de nombreux analystes, ces initiatives constituent une remise en cause directe des accords conclus dans les années 1990 et accélèrent un processus d'annexion de fait. Sur le terrain, elles s'accompagnent de pressions économiques et de restrictions croissantes imposées à la population palestinienne. Des organisations et responsables palestiniens estiment que ces politiques visent à favoriser le déplacement des habitants palestiniens et à renfor-

cer durablement la présence des colons. En octobre dernier, Donald Trump avait déjà déclaré, dans un entretien accordé au magazine Time, qu'il « ne permettrait pas à l'entité sioniste d'annexer la Cisjordanie », affirmant avoir donné sa parole à des pays arabes. Il avait averti qu'une telle décision entraînerait la perte du soutien américain, insistant sur la nécessité d'un consensus régional pour préserver la stabilité.

Malgré ces prises de position, les initiatives sionistes continuent de susciter une vive inquiétude au sein de la communauté internationale. Plusieurs pays arabes et musulmans ont condamné les

projets législatifs visant à imposer la « souveraineté » sur la Cisjordanie occupée et les colonies, considérées comme illégales au regard du droit international. La question de la Cisjordanie s'inscrit dans un contexte régional particulièrement tendu, marqué par la guerre à Gaza, les efforts diplomatiques en cours et la persistance du conflit sionisto-palestinien. Si Washington affirme vouloir préserver les chances d'un règlement politique, les évolutions sur le terrain fragilisent chaque jour davantage la perspective d'une solution négociée fondée sur la coexistence de deux États.

CONFÉRENCE DE MUNICH SUR LA SÉCURITÉ

Vives critiques contre la politique américaine

La Conférence de Munich sur la sécurité s'ouvre cette année dans un climat de fortes tensions internationales, marqué par des interrogations croissantes sur l'avenir de l'ordre mondial issu de l'après-Seconde Guerre mondiale. Dans leur rapport sur la sécurité pour 2026, publié lundi, les organisateurs pointent directement la responsabilité du président américain Donald Trump dans ce qu'ils décrivent comme un processus de « destruction » de l'ordre international.

Selon ce document, les États-Unis, longtemps considérés comme les architectes et garants d'un système fondé sur le multilatéralisme, la sécurité collective et le respect de la souveraineté des États, se seraient éloignés de plusieurs principes structur-

rants établis depuis 1945. Le rapport cite notamment l'imposition de droits de douane à des alliés traditionnels, un soutien jugé fluctuant à l'Ukraine face à la Russie, ainsi qu'une réduction marquée de l'aide américaine aux pays les plus pauvres.

Ces conclusions, relayées par le New York Times dans un article de son correspondant à Berlin, traduisent les inquiétudes des responsables de la conférence face à une possible remise en cause du système de sécurité qui liait jusqu'ici l'Occident à une grande partie du monde. Le rapport met en garde contre l'émergence d'un ordre international dominé par des rapports de force et des logiques transactionnelles, au détriment de règles communes et de valeurs partagées. Washington a rapide-

ment réagi à ces critiques. Le représentant permanent des États-Unis auprès de l'OTAN, Matthew Whitaker, a rejeté l'idée d'un effondrement de l'ordre mondial. Selon lui, l'administration Trump ne cherche pas à affaiblir l'Alliance atlantique, mais à inciter les pays européens à renforcer leurs capacités militaires et à assumer une plus grande part de leur propre sécurité. Ces divergences illustrent les tensions persistantes entre les États-Unis et leurs partenaires européens, déjà perceptibles lors de la précédente édition de la conférence. Celle-ci avait été marquée par un discours controversé du vice-président américain J. D. Vance, appelant à une coopération accrue avec des partis qualifiés d'extrémistes par plusieurs capitales euro-

péennes.

La Conférence de Munich s'ouvrira vendredi, dans un contexte dominé par le conflit russo-ukrainien, les inquiétudes liées à l'« agression militaire russe » et les interrogations sur la nouvelle doctrine sécuritaire américaine. Les déclarations de Donald Trump concernant le Groenland, territoire stratégique relevant du Danemark, alimentent également les préoccupations européennes.

Absent du sommet, tout comme son vice-président, Donald Trump sera représenté par le secrétaire d'État Marco Rubio, attendu samedi. Une intervention très attendue, alors que l'équilibre du système international apparaît plus fragile que jamais.

CAN TOUS LES 4 ANS

La CAF joue-t-elle avec le feu ?

Pour un ancien dignitaire de la Confédération africaine de football (CAF), le passage de la CAN à tous les quatre ans s'apparente à un « suicide » financier.

À la veille du coup d'envoi de la CAN 2025 au Maroc, le président de la CAF, Patrice Motsepe, a annoncé, contre toute attente, que la Coupe d'Afrique des nations ne se jouerait plus tous les deux ans, mais tous les quatre ans à partir de 2028.

Pour Junior Binyam, ancien responsable de la communication et ex-chef de cabinet du secrétaire général de la CAF, ce changement n'est pas un problème de faisabilité, mais un pari financier risqué.

Selon lui, la CAF n'a pas justifié ce choix par une étude démontrant un gain économique.

« Si la CAN peut se jouer tous les deux ans, elle peut aussi se jouer tous les quatre ans. La vraie question est celle du fondement de cette décision. Existe-t-il une étude démontrant que ce passage à quatre ans permettrait à la CAF de générer davantage de ressources ? », s'interroge-t-il.



UNE PERTE DE REVENUS

L'ancien cadre rappelle que la CAN représente encore une part importante des recettes de la CAF.

« Il y a une dizaine d'années, la CAN représentait environ 40 % des revenus de la CAF. Et je ne suis pas certain que cette donnée ait fondamentalement changé. Un passage à quatre ans pourrait apparaître comme un suicide économique s'il n'est pas adossé à des sources de revenus alternatives clairement identifiées », prévient-il.

UNE COMPENSATION INCERTAINE

La CAF mise sur la création d'une Ligue des Nations africain-

ne pour compenser le manque à gagner. Mais cette nouvelle compétition suscite déjà des doutes, tant son organisation reste floue.

« Si l'on me présente une étude démontrant que cette compétition permettra de compenser le manque à gagner induit par le passage à quatre ans, le débat est clos. Mais pour l'instant, personne n'explique comment elle sera organisée, financée ou structurée », souligne Junior Binyam.

LE SPECTRE DE LA SUPER LEAGUE AFRICAINE

Dans l'opinion, et même chez l'ancien dirigeant, on redoute un scénario identique à

celui de la Super League africaine, annoncée en grande pompe mais rapidement abandonnée après une seule édition.

Autre épine dans le pied : le retour de la CAN aux années paires. Le tournoi se retrouvera en concurrence directe avec l'Euro et les Jeux olympiques, ce qui pourrait compliquer les négociations avec les diffuseurs.

« On ne peut pas dissocier le passage à quatre ans de la question de l'alignement calendaire. Peut-on raisonnablement penser qu'un diffuseur européen donnera la priorité à un match de la CAN plutôt qu'à un match de l'Euro ? En doute fort », conclut-il.

COUPE DU MONDE FÉMININE U20 (QUALIFICATIONS)

LA CÔTE D'IVOIRE PREND UNE OPTION CONTRE LA RDC

En clôture de la phase aller du troisième tour des qualifications africaines pour la Coupe du monde féminine U20 (prévue du 5 au 27 septembre prochains en Pologne), la Côte d'Ivoire a dominé la RDC (2-0) ce dimanche au Stade Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

Les Ivoiriennes sont rentrées à la pause avec un but d'avance, inscrit à la 34e minute par Rolande N'Guessan, attaquante du club local de Yakro FC. En seconde période, la rem-

plaçante Audrey Djan Lou, milieu de la Juventus, a signé le break à la 68e minute.

Grâce à cette performance, les joueuses de Mathieu Espósito prennent une sérieuse option pour le quatrième et ultime tour préliminaire. Il leur reste à sécuriser cet avantage lors du match retour, la semaine prochaine (le 14 février), au Stade des Martyrs de Kinshasa (RDC). Si cela se confirme, les Éléphantelles affronteront le vainqueur du duel Égypte-

Bénin au dernier tour. À ce sujet, les Béninoises ont obtenu une précieuse victoire vendredi dernier au Caire (0-1), se plaçant ainsi en position favorable avant le second acte prévu à Cotonou.

Enfin, dans l'autre rencontre du jour, le Ghana et l'Afrique du Sud se sont neutralisés (2-2) dans un duel 100 % anglophone à Accra. Tout reste encore ouvert pour les deux formations, qui se retrouveront à Nelspruit, en Afrique du Sud.

CAF CHAMPIONS LEAGUE

MAMELODI SUNDOWNS SOUS PRESSION

L'équipe sud(africaine) du Mamelodi Sundowns se prépare à un rendez-vous décisif en Ligue des champions de la CAF. Samedi, les Sud-Africains reçoivent MC Alger au Loftus Versfeld, lors de la dernière journée de la phase de groupes, dans une rencontre qui pourrait sceller leur qualification. Après le nul 1-1 concédé contre Saint-Éloi Lupopo à Lubumbashi, les Sundowns occupent la troisième place du groupe C avec six points. Ils devancent d'un point les Congolais, tandis que MC Alger (7 points) et Al Hilal (8 points) sont en tête du groupe. Pour se qualifier, les champions d'Afrique en titre n'ont pas le droit à l'erreur : une victoire est indispensable, un match nul ne suffira pas. Une situation que l'entraîneur Miguel Cardoso a clairement exposée après le match nul en RD Congo. « Nous jouons toujours pour gagner. Le prochain



match, nous jouons pour gagner. Nous jouons pour gagner et obtenir le résultat », a insisté l'entraîneur portugais,

soulignant l'importance d'une approche offensive plutôt que de viser un nul, souvent synonyme de piège. Cardoso a également rappelé la difficulté de l'opposition, après le 0-0 obtenu en novembre dernier en Algérie. « Ce sera un match difficile, mais les tâches difficiles sont pour les personnes fortes », a-t-il affirmé, en appelant les supporters à se mobiliser pour pousser l'équipe. Le technicien des Sundowns a enfin insisté sur la nécessité de surprendre l'adversaire : « Nous trouverons la meilleure manière de jouer, pour que l'adversaire ne sache pas comment nous évoluons. Nous voulons aborder le match de la bonne manière et, à la fin, aller au prochain tour. C'est l'objectif. »

BELGIQUE

TOUT LE MONDE SE BARRE D'ANDERLECHT



Panique à bord à Neerpede. Alors que l'entraîneur d'Anderlecht, Besnik Hasi, a été démis de ses fonctions à la suite de la défaite de son équipe contre le Standard de Liège début février, son remplaçant, Edward Still, devrait lui aussi quitter le navire. L'actuel intérimaire, et frère de Will Still, va, selon Sky Sport, rejoindre le Championship et le club de Watford FC. En une semaine, le RSC Anderlecht a donc limogé son entraîneur principal, perdu son adjoint devenu intérimaire, ainsi que son 3e adjoint, Lucas Biglia, qui, par loyauté envers Hasi et par envie de rejoindre sa famille en Italie, a démissionné.

Le dernier adjoint, Jérémy Taravel, ancien joueur passé par la réserve du LOSC, le Cercle de Bruges ou encore l'Excel Mouscron, devrait prendre la tête du club, actuellement 4e de la Jupiler Pro League (à 16 points de l'Union Saint-Gilloise, leader), jusqu'à ce qu'un nouvel entraîneur principal soit trouvé. Pour sa première, Taravel aura droit à un match de haute intensité : la demi-finale retour de la Coupe de Belgique ce jeudi soir. À l'aller, Anderlecht avait perdu 0-1. Comme si cela ne suffisait pas à la crise, le directeur sportif, Olivier Renard, a également été démis de ses fonctions.

Pour remplacer Hasi et Still, Anderlecht songerait à Paul Simonis, ancien coach du VfL Wolfsburg, mais aussi à Frédéric Taquin. Selon Walfoot, l'actuel entraîneur de la RAAL La Louvière aurait tapé dans l'œil de Kenneth Bornauw, CEO du club bruxellois. Au club depuis 2017, Taquin était également sur les tablettes du FC Metz avant l'arrivée de Benoît Tavenot. Partira ou partira pas ? Mais si Taquin devait rejoindre Anderlecht cette semaine, son premier match de championnat avec les Mauves serait ce dimanche contre... La Louvière.

PREMIER LEAGUE

LIVERPOOL ÉGALISE UN TRISTE RECORD



Le Fergie Time inversé pour les rivaux. Renversé dans les dernières minutes par Manchester City ce week-end, Liverpool a concédé sa quatrième défaite de la saison dans le temps additionnel. Un record sur une campagne de Premier League, aux côtés de Watford (2017-2018 et 2021-2022), West Ham (2021-2022) et Southampton (2024-2025). Après Crystal Palace, Chelsea et Bournemouth, Manchester City vient donc s'ajouter à cette triste liste. Il reste désormais treize journées aux hommes d'Arne Slot pour s'octroyer seuls ce record. Petit soulagement toutefois pour les Reds : ils ne sont pas les plus mauvais élèves d'Europe, puisque le Genoa compte déjà cinq revers après la 90 minute. En France, la palme revient à Lyon et Strasbourg (trois défaites chacun dans le temps additionnel).

AL-NASSR CÈDE À SES EXIGENCES

CR7 DE RETOUR



Fin du caprice. Après avoir manqué plusieurs matches, Cristiano Ronaldo met fin à sa grève contre Al-Nassr. Le Portugais a repris l'entraînement ces derniers jours et, selon le quotidien A Bola, il devrait être aligné ce week-end en championnat contre Al-Fateh. Pour rappel, CR7 estimait injuste l'arrivée de Karim Benzema à Al-Hilal et reprochait à son club son manque d'activité lors du mercato. D'après le journal portugais, Cristiano Ronaldo exigeait également le paiement des salaires de plusieurs employés et collaborateurs d'Al-Nassr, qui ont depuis été réglés. La direction du club, craignant de perdre la figure emblématique de son championnat, a fini par satisfaire ses demandes. Al-Nassr a également réintégré José Semedo et Simão Coutinho, mis à l'écart lors du dernier mercato. Le bras de fer s'achève donc par une victoire du Portugais.

MONDIAL 2026

Petkovic veut faire rêver le peuple algérien

Le trophée de la Coupe du monde a été exposé lundi à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, dans le cadre d'une tournée promotionnelle organisée par la FIFA visant à rapprocher le public du symbole suprême du football mondial.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche au siège de la Présidence une délégation de la Fédération internationale de football (FIFA), en visite officielle en Algérie avec une réplique du trophée de la Coupe du monde. L'audience s'est déroulée en présence du ministre des Sports, Walid Sadi, ainsi que de plusieurs figures emblématiques du football national et international.

La rencontre a réuni d'illustres légendes du football algérien, dont Rabah Madjer, Lakhdar Belloumi, Salah Assad, Ali Bencheikh et Mohamed Maouche, ancien joueur de la sélection du Front de libération nationale (FLN). Des joueurs de l'actuelle sélection nationale étaient également présents, aux côtés du sélectionneur des Verts, Vladimir Petkovic.

À l'issue de cette réception, le technicien bosnien n'a pas caché sa satisfaction.

« C'est un très bel événement et je suis très heureux d'être ici. Je suis surtout content que le peuple algérien puisse partager ce moment avec nous », a-t-il déclaré, mettant en avant la dimension populaire et symbolique de cette visite.

Cette audience illustre une nou-



velle fois la place centrale qu'occupe le football en Algérie, ainsi que la solidité des relations entre les autorités algériennes et l'instance dirigeante du football mondial. Un moment fort, mêlant sport, mémoire et communion avec le public, à l'approche de la Coupe du monde 2026.

Dans le cadre de la tournée promotionnelle mondiale organisée par la FIFA, le trophée original de la Coupe du monde a été exposé avant-

hier à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger. Cette initiative vise à rapprocher le grand public du symbole suprême du football mondial.

L'événement a attiré une foule nombreuse de passionnés et d'acteurs du mouvement sportif national. Dès les premières heures de la journée, jeunes, familles et amateurs du ballon rond ont afflué pour admirer le trophée et immortaliser ce moment historique. Cette étape

algérienne s'inscrit dans le cadre de la sixième édition de la tournée organisée par Coca-Cola, partenaire officiel de la FIFA depuis plus de 50 ans.

À cette occasion, le directeur régional de Coca-Cola Afrique du Nord, Mouatez Abderrahmane, a salué l'implication des autorités algériennes, à leur tête le président de la République, pour avoir réuni toutes les conditions nécessaires à la réussite de cet événement. « C'est la première fois depuis le début de cette tournée que le trophée séjourne deux jours dans un même pays. L'escalade algérienne a été plus que réussie », a-t-il affirmé.

Cette initiative a permis à des milliers de supporters algériens de vivre une expérience unique, à quelques mois du Mondial 2026, prévu du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Canada et au Mexique. Animations, séances photos et jeux interactifs ont rythmé cette célébration du football mondial.

Démarrée le 3 janvier à Riyadh, la tournée du trophée original prévoit 75 escales à travers 30 associations membres de la FIFA sur plus de 150 jours. Il s'agit de la troisième visite du trophée en Algérie, après celles de 2010 et 2014.

CHAMPIONS LEAGUE ASIATIQUE

Al Duhail sauvé par Boulbina

Pour le compte de la 7e journée de la phase de ligue de la Champions League asiatique, Al Duhail a dû se contenter d'un match nul sur sa pelouse face aux Émirats de Sharjah FC (1-1), avant-hier soir.

Les visiteurs ont ouvert le score en fin de première période grâce à l'Italien Coronado, qui a transformé un penalty à la 41e minute. Longtemps en difficulté, les hommes de Djamel Belmadi ont finalement arraché l'égalisation à moins de dix minutes du coup de sifflet final. Boulbina a remis les deux équipes à égalité sur penalty (81e). L'international algérien signe ainsi son 11e but de la saison, toutes compétitions confondues. Au classement, Al Duhail occupe provisoirement la 7e place du groupe Ouest, une position qualificative pour les huitièmes de finale. Les coéquipiers de Boulbina devront toutefois impérativement s'imposer la semaine prochaine en Irak face à Al Shorta, déjà éliminé, pour valider leur qualification.

MERCATO

Adem Alilet signe à Al-Ittihad de Tripoli

Le club libyen d'Al-Ittihad de Tripoli a officialisé la signature du défenseur algérien Adem Alilet en provenance de l'USM Alger. Âgé de 27 ans, le défenseur central s'est illustré ces dernières saisons en Ligue 1 algérienne par sa solidité, son sens du placement et son leadership. L'annonce a été faite sur les réseaux sociaux du club, qui a salué l'arrivée d'un joueur présenté comme un véritable patron de la défense. Ce recrutement est une volonté de l'entraîneur Khaled Ben Yahia, fin connaisseur du championnat algérien. Après une saison décevante, Al-Ittihad espère retrouver de la stabilité défensive et renouer avec les ambitions nationales et continentales grâce à l'arrivée d'Alilet.

O.M.

Baptême de feu raté pour Abdelli

Himad Abdelli a vécu un premier match difficile sous le maillot de l'Olympique de Marseille. Entré à l'heure de jeu lors du Classico face au PSG, il a assisté à une défaite sévère (5-0) au Parc des Princes, dominée par Paris. En zone mixte, l'international algérien a reconnu la prestation insuffisante de l'OM : « Paris n'a pas été trop fort, c'est nous qui n'avons pas été assez bons. » Malgré tout, il a appelé les supporters à rester derrière l'équipe : « On va tout donner. » Pour l'OM comme pour Abdelli, l'heure est désormais au rebond

CHAMPIONNAT DU MONDE 2027 DE HANDBALL (TIRAGE AU SORT)

L'Algérie placée dans le chapeau 4

La sélection algérienne de handball messieurs a été placée dans le chapeau 4, en prélude du tirage au sort du Championnat du monde 2027, prévu le 10 juin prochain à Munich, a annoncé avant-hier la Fédération internationale de handball (IHF).

Outre l'Algérie, le chapeau 4 comprendra le Qatar, le Koweït, le Japon, l'Angola, l'Uruguay et les deux équipes invitées, complétant ainsi le plateau de 32 équipes. La sélection algérienne avait obtenu son ticket pour le Mondial 2027 après la quatrième place obtenue lors du Championnat d'Afrique des Nations 2026 organisé au Rwanda (21-31 janvier) et remporté par l'Égypte face à la Tunisie.

Le tableau final des sélections qualifiées n'est pas encore totalement complété, puisque 13 places restent à attribuer, alors que 19 équipes sont déjà qualifiées. L'Allemagne, pays hôte, et le Danemark, tenant du titre mondial, étaient les seules sélections qualifiées avant les compétitions continentales disputées en janvier.

L'Afrique sera représentée par l'Égypte, la Tunisie, le Cap-Vert, l'Algérie et l'Angola. Cette dernière a validé son billet grâce à une victoire face au Nigeria lors du match de classement (5/6) du Championnat



d'Afrique masculin 2026, signant ainsi sa première participation au Championnat du monde depuis 2021 et la sixième de son histoire.

La liste des participants sera complétée par le vainqueur du Championnat d'Amérique du Nord et des Caraïbes masculin, dix équipes issues des barrages de la phase 3 des qualifications européennes en mai 2026, ainsi que deux invitations (wild cards) attribuées par le Conseil de l'IHF.

Conformément au règlement des compétitions de l'IHF, le tirage au sort du Championnat du monde masculin 2027 se déroulera sur la base de quatre chapeaux de performance. Le tour préliminaire comprendra huit groupes de quatre équipes, les trois premières de chaque groupe accédant au tour principal.

Le tournoi se déroulera du 13 au 31 janvier 2027. Les matchs du tour préliminaire seront répartis de manière à ce que chaque équipe bénéficie d'au moins un jour de repos entre les rencontres, garantissant qu'aucune sélection ne joue deux jours consécutifs, afin de préserver la santé et la performance des joueurs, souligne l'instance internationale.

Le tour principal et la Coupe

du Président se dérouleront immédiatement après le tour préliminaire, en respectant également au moins un jour de repos entre tous les matchs pour chaque équipe. Le dernier week-end à Cologne comprendra les demi-finales, les matchs de classement (5 à 8), le match pour la médaille de bronze et la finale, tous programmés avec des jours de repos entre les apparitions des équipes concernées.

Le tour préliminaire (deux groupes chacun) aura lieu à Munich, Magdebourg, Kiel et Stuttgart. Le tour principal (deux groupes chacun) se jouera à Cologne et Hanovre, tandis que la Coupe du Président se déroulera à Magdebourg. La phase finale à élimination directe, à partir des quarts de finale, sera accueillie par la LANXESS Arena de Cologne.

La composition des quatre chapeaux :

- Chapeau 1 : Danemark, Allemagne, Croatie, Islande, Portugal, Suède, Égypte, Argentine
- Chapeau 2 : France/République tchèque, Finlande ou Monténégro/Slovénie, Norvège/Turquie ou Roumanie, Serbie ou Lituanie/Hongrie, Espagne/Géorgie, Suisse/Italie, Bosnie-Herzégovine ou Kosovo/Îles Féroé, Ukraine ou Slovaquie/Macédoine du Nord
- Chapeau 3 : Pays-Bas/Grèce ou Belgique, Autriche/Pologne ou Lettonie, Brésil, Bahreïn, Tunisie, Cap-Vert, Chili, représentant NACHC
- Chapeau 4 : Qatar, Koweït, Japon, Algérie, Angola, Uruguay, Wild Card 1, Wild Card 2

Les mots fléchés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1						■				
2				■						
3							■			
4			■						■	
5	■					■				
6					■					■
7		■						■		
8				■						
9							■			
10					■					

HORIZONTALLEMENT

1- Élevée par les fils de Noé - Tas.
2- Interjection - Langue propre à une Nation ou une province. 3- Partie ceinturée d'une voûte - Pour la troisième fois. 4- Note - Nain fabuleux - 5- Groupe de maisons - Récipient où mangent et boivent les bestiaux. 6- Élément d'une roue - Auxiliaire. 7- Monument de mémoration - Dénudé. 8- Lueur - Bonnes d'enfants. 9- Couvert d'eau - Sorte d'ornement. 10- Plante légumineuse - Absorber le lait des mamelles.

VERTICALEMENT

1- Dieu des Phéniciens - Capitale européenne.
2- Bronze - Quant il est sauvage, c'est le zèbre.
3- L'animal qui l'a, n'a pas besoin de dents - Plaie.
4- Sert pour l'écoulement des eaux usées - Négation.
5- Joignant - Fin anglaise. 6- Formé de deux -
Choisies. 7- Animal de l'Amérique du sud - Battre aux
échecs. 8- Générateur d'énergie - Avec quoi on sillonne
la terre. 9- Celui qui l'a rendue n'est plus - Ville de
Suisse. 10- Suite - Utiliser.

4x4

**Parmi ces quatre séries
de quatre mots, un seul
est juste, à vous
de le découvrir**

<p>Grondissime Grandissime Grandicime Grandddissime</p>	<p>Rommarin Romarain Romarin Raumarin</p>
<p>Pelotonnement Pellotonnement Pelotonnement Pelotanement</p>	<p>Synthétiser Sinthétiser Synthetiser Synthéttiser</p>

ABATTRE PLUSIEURS HUMAINS	↓	SE FROTTE LE CORTÈGE	↓	PIÈCE DE CHARRUE FAUX MARBRE	↓	TEMPÉRÉE	↓	CERTIFIÉES PRÉCÈDE ...FAKROUN	↓	FUSÉE EURO-PÉENNE	↓	PRENOM ARABE
TOPO		↓		↓		PALPERA SENTIR MAUVAIS	→	↓				↓
TRÈS JEUNE ENFANT CHARNU DERRIÈRE	→					↓				C'EST LUI PIÈCES DE VIANDE	→	
↓					ON L'EXTRAIT DU FILON CONSEIL	→				↓		
SORTI SAIN ET SAUF TROUBLÉE	→				↓			SENSATION AUDITIVE LE CAVALIER Y A PIED	→			ENTRE OURAL ET PACIFIQUE
↓				STARS	→			↓				↓
EN BOURGOGNE PREMIÈRES PAGES	→		INSPECTES APRÈS LA	→							DÉSHABI-LÉE	
↓			↓	CUBE DE BOIS ENSEMBLE DE NAVIRES	→					NOTA BENE MONUMENTS FUNÉRAIRES	→	↓
LONGUE PÉRIODE		CONIFÈRE ORIENT	→	↓	PRODUIT UN EFFET		SORTIE POURVUE	→		↓		
↓		↓	GOUTTE À L'OEIL CRI DE MINET	→	↓		↓		APRÈS BIS TRITAI AVEC GÉNÉROSITÉ	→		
REQUÊTE SIGNÉE À PLUSIEURS	BROUILLARD LONDONIEN GARDE ÉCOLE	→	↓			DEVIENT PRESSANT CAVITÉS DES YEUX	→		↓		ALOURDIS-SANT LA MONGOL-FIÈRE	
↓	↓					↓		PARTI RAYÉ	→		↓	
SPORT VOISIN DU KAYAK		CHAGRINÉE AVANCER DANS L'EAU	→					↓				ESQUIVA
↓		↓			NIAISE COUP AU TENNIS	→						↓
INDIVIDU FAMILIER	SYMBOLE DE L'OR POISSON ROUGE	→		MESURE CHINOISE EXISTE	→	↓		GLOUSSÉ CENT MÈTRES CARRÉS	→		PETIT ÉCRAN SCIENCE ÉCOURTÉE	→
↓	↓		DONNAI MA VOIX ARTICLE MASCULIN	→	↓		↓			JOYEUX APRÈS RÉ	→	↓
VOLONTAI-REMENT COIFFURE BASQUE	→		↓						↓			
↓					SÉLÉNIUM AU LABO	→		I GREC	→			

BIFFE-TOUT

EN 6 LETTRES :

L'avoir, c'est être dans le vrai

ADAGIO	DÉCLIN	ORANGE
AFFERMI	DÉPOUSSIÉ	OUIË
AGRONOMIE	RER	PAGE
AJUSTEUR	EMPLOYÉE	PARAPHRASER
ALLÉCHER	ENZYME	PÉTARADE
AMOUR	ESCAPADE	PHOSPHATE
BALTE	GARNIR	PLANNING
BANALISER	GIGOLO	PROLIXE
BRADERIE	ICÔNE	PUDEUR
BRICOLEUR	IMAGINER	RAVIOLI
BUNKER	INOUI	RECEVOIR
CABAN	JUMENT	RÉVOCATOIRE
CAHIER	LIBÉRAL	RONGER
CANYON	MICROSILLON	SAFARI
CHAHUTER	MOUTARDE	SÉNILE
CHEVILLE	MUTATION	SOIR
CIEL	NOIX	SOUPLIER
CLOCHARDE	NOUVELLE	TANNAGE
COLORANT	ONDULEUR	VESTON
CORRECTIF	ORAN	

P	L	A	N	N	I	N	G	R	E	R	E	I	S	S	U	O	P	E	D
M	F	L	A	R	E	B	I	L	R	E	N	I	G	A	M	I	E	A	A
I	R	I	N	A	B	A	C	A	G	R	O	N	O	M	I	E	I	L	J
C	C	A	T	I	A	D	A	G	I	O	N	O	T	S	E	V	R	L	U
R	R	L	U	C	O	L	O	G	I	G	C	A	N	Y	O	N	E	E	S
O	R	O	O	N	E	R	E	D	A	P	A	C	S	E	R	O	D	C	T
S	N	U	O	C	E	R	P	E	T	A	R	A	D	E	U	N	A	H	E
I	E	I	E	K	H	R	R	A	F	F	E	R	M	I	E	D	R	E	U
L	X	N	N	D	E	A	E	O	E	G	N	A	R	O	L	U	B	R	R
L	S	U	Z	I	U	X	R	E	C	B	A	L	T	E	O	L	M	P	E
O	B	A	H	Y	I	P	M	D	A	R	E	P	A	C	C	E	O	H	R
N	T	A	F	L	M	P	R	E	E	R	E	N	O	C	I	U	U	O	I
E	C	N	O	A	L	E	L	E	E	R	I	S	O	I	R	R	T	S	O
G	L	R	A	O	R	L	E	T	C	L	E	R	I	R	B	D	A	P	T
A	P	L	Y	R	I	I	U	L	O	E	E	I	I	L	E	I	R	H	A
N	L	E	E	V	O	H	R	I	I	G	V	N	L	C	A	E	D	A	C
N	E	E	E	V	A	L	V	U	N	N	R	O	L	U	I	N	E	T	O
A	S	H	I	H	U	A	O	O	O	A	E	I	I	U	O	G	A	E	V
T	C	O	C	C	R	O	R	C	G	M	N	S	O	R	A	S	N	B	E
M	U	T	A	T	I	O	N	R	E	S	A	R	H	P	A	R	A	P	R

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALLEMENT

RECEVEUR - ITOU - PUISSABLE - R - NOEUD
- APLATIE - TIRER - SERUM - POLIRAS - SE -
PO - ILE - BECS - ERS - IRE - MARRANTE -
TROTTINE - CD - MUTANT - ETUDIE -
NEPTUNE - VISE - UT - IS - ESPECES - EVE -
ME - EST - S - GLACEE - MU - ETE - PENDRA -
PRO - ACE - FOURBU - IL - LUEUR - DEMOLI -
TERNI - MINARET.

VERTICALEMENT

DEPOTOIR - UNTEL - CLE - CUEILLETTE -
VAPEUR - PENURIE - RAPIECE - EN - VIDER -
MONTS - ENFUI - SES - RABATTU - MEDOR -
USA - SERT - NEE - RU - M - DRAPS - CRIEES -
MARDI - BLESSANT - PEU - BEN - HILARE -
NEUVES - PUMA - TETU - ET - DICTER - OR -
LO - IMPRECISE - TOILE - URE - OS -
DEESSE - LIT.

MOTS CROISES

HORIZONTALLEMENT

HORIZONTELEMENT
1- ADIGE - PALE. 2- DIS - RHODES. 3- EGORGE -
MET. 4- NU - AORTE - E. 5- EMIT - OTER.
6- USEE - URSS. 7- S - USINE - PI. 8- ART - LIS-
TES. 9- GUERET - ICI. 10- ESSE - ETRES

VERTICALEMENT

VERTICALEMENT
1- ADEN - USAGE. 2- DIGUES - RUS. 3- ISO - MEUTES. 4- G - RAIES - RE. 5- ERGOT - ILE. 6- HER - UNITE. 7- PO - TORES - T. 8- ADMETS - TIR. 9- LEE - ESPECE. 10- ESTER - ISIS.

4x4

Poinçonnage - Scolastique
Sclérose - Vagabondage

BIFFE-TOUT : SOBRES



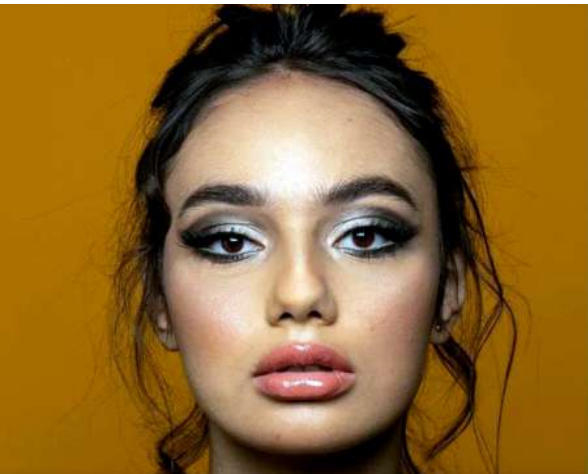
Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10

SPACEX VISE LA LUNE !

SpaceX a annoncé un changement stratégique majeur. L'entreprise d'Elon Musk donne désormais la priorité à la construction d'une « ville autonome sur la Lune » avant Mars ! Selon Musk, cet objectif serait atteignable en moins de 10 ans grâce à la proximité lunaire, contrairement à Mars. La Lune est beaucoup plus proche de la Terre (environ 3 jours de voyage), ce qui permet à SpaceX de lancer des missions très fréquemment, parfois tous les 10 jours. En revanche, Mars n'est accessible que lorsque la Terre et Mars sont bien alignées, un phénomène qui se produit tous les 26 mois. Toutefois, le projet martien n'est pas abandonné. Avec plus de 42 millions de vues, certains internautes saluent un projet plus réaliste, tandis que d'autres y voient encore une vision futuriste difficile à concrétiser.



7/10

HANAA MANSOUR ACCUSE...

En vidéo, la jeune actrice Hanaa Mansour a accusé la production d'une série, qui sera diffusée ce Ramadan, d'avoir plagié son concept, sans citer son nom. Par ailleurs, des captures d'écran de ses commentaires sur une publication promotionnelle de la série comique « El Khzana » font le tour d'internet. L'artiste a écrit : « Waw, c'est beau de voler le concept des gens », avant d'ajouter un autre commentaire : « Le même nom que ma marque, le même nom que le personnage de ma série Fifi ! La même abaya !! Quelle coïncidence, tout cela est par hasard ». Avec plus de 49 000 vues, de nombreux internautes indiquent qu'il est encore tôt pour juger, tout en encourageant scénaristes, réalisateurs et producteurs à faire preuve de créativité afin de se démarquer des autres et se propulser dans leur domaine.



4/10

DU RÊVE AUX ÉTOILES

Au Canada, Mordjane Dahes, une Algérienne de 24 ans, s'impose dans un secteur encore très masculin : l'aérospatial. Arrivée avec le rêve de devenir pilote, elle choisit finalement le génie aérospatial et intègre l'École nationale d'aérotechnique. Très peu de femmes composent sa promotion, et elle affirme avoir dû faire preuve de caractère pour gagner en crédibilité. Très engagée dans la vie étudiante, elle se dit reconnaissante envers le Canada, qui lui a offert des opportunités académiques et professionnelles, sans renoncer à son rêve de piloter. Avec plus de 700 émojis, son parcours inspirant a été salué en ligne comme un symbole de réussite, d'intégration et d'émancipation féminine dans les métiers de pointe.



9/10

ISHOWSPEED INFLUENCE LE MONDE

Selon le président du Ghana, la récente tournée d'IShowSpeed en Afrique a permis d'attirer une attention en ligne majeure sur le pays. Lors d'un forum économique, John Mahama a déclaré que la visite du streamer américain avait entraîné des millions de recherches en ligne sur le Ghana et ses produits. Il appelle à multiplier les collaborations avec des influenceurs à l'avenir. Avec plus de 131 000 vues, les internautes confirment qu'IShowSpeed a eu un impact majeur sur tous les pays d'Afrique, pas seulement le Ghana. Grâce à ses lives suivis par des millions de personnes, il a boosté la visibilité et l'image du continent à une échelle rarement atteinte par les médias traditionnels.



6/10

NINHO AU SAHARA ALGÉRIEN !

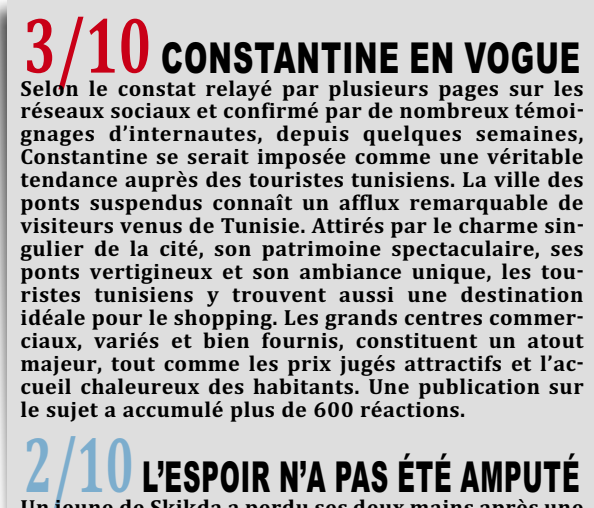
Des indices sur les réseaux sociaux laissent penser que Ninho prépare le clip de son titre « Pilier » en Algérie, plus précisément à Djanet, au cœur du Sahara. Des images montrent le rappeur français entouré de Touaregs, vêtu en Homme Bleu. Aucune confirmation officielle n'a encore été donnée. Avec plus de 40 000 réactions, les fans saluent un choix fort et esthétique, fiers de voir le Sahara algérien mis en lumière.

5/10

FRUITS EXOTIQUES EN ABONDANCE

Une publication annonçant la forte disponibilité récente de fruits exotiques, tels que l'ananas, l'avocat et la mangue, sur le marché algérien a récolté plus de 6 600 réactions.

De nombreux internautes confirment cette tendance. Certains soulignent que, avec la mise en service du train reliant le nord et le sud du pays, ces produits, largement cultivés dans le sud, devraient désormais être facilement accessibles dans le nord.



3/10

CONSTANTINE EN VOGUE

Selon le constat relayé par plusieurs pages sur les réseaux sociaux et confirmé par de nombreux témoignages d'internautes, depuis quelques semaines, Constantine se serait imposée comme une véritable tendance auprès des touristes tunisiens. La ville des ponts suspendus connaît un afflux remarquable de visiteurs venus de Tunisie. Attirés par le charme singulier de la cité, son patrimoine spectaculaire, ses ponts vertigineux et son ambiance unique, les touristes tunisiens y trouvent aussi une destination idéale pour le shopping. Les grands centres commerciaux, variés et bien fournis, constituent un atout majeur, tout comme les prix jugés attractifs et l'accueil chaleureux des habitants. Une publication sur le sujet a accumulé plus de 600 réactions.

2/10

L'ESPOIR N'A PAS ÉTÉ AMPUTÉ

Un jeune de Skikda a perdu ses deux mains après une électrocution. En moins de 24 heures, une simple page sur les réseaux sociaux a permis aux Algériens de collecter plus de 2 milliards de centimes pour lui offrir des prothèses avancées fonctionnant grâce aux signaux nerveux, une technologie encore indisponible en Algérie. Avec près de 600 réactions, les internautes soulignent que ce geste spontané, sans publicité ni intérêt, illustre la générosité et la solidarité du peuple algérien. Au-delà du drame personnel, cette mobilisation prouve que la société peut agir vite et efficacement, et que les réseaux sociaux peuvent être un véritable outil de bien. Les mains ont été perdues, mais l'espoir reste intact.

1/10

LE VAPOTAGE : UN « POISON MORTEL » ?

Une publication affirmant qu'un jeune s'est rendu compte qu'il deviendrait cancéreux en raison de sa consommation de cigarette électronique, qu'il avait commencée en 2018, a accumulé plus de 400 réactions. Beaucoup d'internautes réagissent avec scepticisme, mais aussi avec inquiétude, rapportant des cas d'addiction, de toux ou de vertiges chez eux ou chez leurs proches. Même si toutes les conséquences de la cigarette électronique ne sont pas encore connues, le risque de cancer existe. Certaines études montrent que certains composés présents dans la vapeur (comme le formaldéhyde ou l'acroléine) seraient cancérogènes en cas d'exposition importante. Selon l'OMS, les e-cigarettes contiennent de la nicotine et des substances toxiques nocives pour le cœur et les poumons : elles ne sont pas sans danger et restent addictives, surtout chez les jeunes.

8/10

RAMEZ LEVEL MONSTRE

Le poster officiel du nouveau programme de caméra cachée de Ramez Galal a été dévoilé. Intitulé « Ramez Level Monstre », en référence aux jeux vidéo, le show promet une ambiance totalement différente, qui serait inspirée de la série « Squid Game », avec des épreuves intenses et une forte dose de suspense. Le programme sera diffusé durant le mois de Ramadan sur MBC et sur la plateforme Shahid, fidèle au rendez-vous annuel de l'humoriste égyptien. Avec plus de 120 000 vues, les internautes saluent l'idée d'un concept plus moderne et visuellement marquant, même si certains attendent de voir si le contenu sera à la hauteur du buzz créé.



E e voile islamique, en tant que symbole religieux et culturel, continue de diviser l’opinion publique en France, et l’affaire récente impliquant des employées d’une crèche à Rosny-sous-Bois relance les débats autour de son port en milieu professionnel. Trois animatrices d’une crèche en difficulté financière ont été écartées d’un transfert dans une structure publique en raison de leur choix de porter le foulard, une décision qui a mis en lumière les tensions entre la laïcité républicaine et la liberté individuelle. Dans ce contexte, Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande-Mosquée de Paris a donné son point de vue, soulignant la nécessité de concilier ces deux principes, tout en insistant sur le respect des réglementations administratives.

UNE TENSION HISTORIQUE

Le débat sur le voile islamique en France s’inscrit dans une longue tradition de tensions entre l’aspiration à la liberté religieuse et l’application stricte de la laïcité. Cette affaire a cristallisé les divergences d’interprétation de la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l’État, une loi qui a historiquement voulu empêcher toute forme d’ingérence religieuse dans les affaires publiques. Toutefois, si la loi interdit le voile à l’école et la dissimulation du visage dans certains contextes, elle ne s’étend pas de manière explicite à d’autres espaces publics, notamment les lieux de travail.

LA POSITION NUANCÉE DE CHEMS-EDDINE HAFIZ

Le recteur de la Grande-Mosquée de Paris a réaffirmé sur BFMTV que, dans un cadre public, une femme doit pouvoir porter le voile si elle le souhaite. Cependant, il a aussi reconnu que, dans certaines situations, telles que celles régies par des règlements internes d’organisations ou d’administrations, les signes religieux peuvent être interdits. Hafiz a évoqué la notion de dharora (une exigence) dans le droit musulman, un principe qui implique que dans des circonstances exceptionnelles, un musulman peut être amené à transgresser une règle religieuse si cela est nécessaire pour préserver l’harmonie sociale ou éviter un préjudice plus grand. En l’occurrence, il a suggéré que les employées concernées «retirent temporairement leur voile pour pouvoir travailler», un compromis qui, selon lui, permettrait de respecter à la fois leur liberté religieuse et les obligations professionnelles.

UN GUIDE POUR CONCILIER FOI ET RÈGLES RÉPUBLICAINES

Cette position, qui met en avant l’adaptabilité de la pratique religieuse aux exigences d’un environnement laïque, rejoint l’objectif



LE VOILE EN FRANCE

UN DÉBAT JURIDIQUE DEVENU POLITIQUE

La mise en avant de l’adaptabilité de la pratique religieuse aux exigences d’un environnement laïque rejoint l’objectif du guide récemment publié par la Grande-Mosquée de Paris.

d’un guide récemment publié par la Grande-Mosquée de Paris. Après trois années de réflexion et de collaboration entre imams et experts, cet ouvrage ambitionne de répondre aux questions complexes auxquelles sont confrontés les musulmans de France, entre respect de la religion et respect des règles de la République. Avec près de 1.000 pages, ce guide aborde une variété de sujets, allant du port du voile à la pratique du Ramadhan, en passant par des questions relatives au mariage et à l’avortement, le tout dans un cadre respectueux de la laïcité. Le guide se veut un outil de clarification, notamment pour les jeunes musulmans, souvent désarmés face à une société française qui semble les juger à travers le prisme de la différence.

Sarah, une jeune musulmane de 26 ans, se dit enthousiaste à l’idée de ce guide qui répond, selon elle, à de nombreuses interrogations souvent laissées sans réponse sur Internet. Pour elle, ce livre représente une ressource essentielle qui peut guider les jeunes dans la compréhension de leur foi et dans leur quotidien en France, un pays qui, selon Chems-Eddine Hafiz, tend à percevoir l’Islam comme un problème plutôt que comme une composante de la société. Dans cet ouvrage, le port du voile est défini comme un choix personnel, une liberté qui doit être respectée, mais qui se doit d’être

adaptée aux contraintes du milieu professionnel, notamment dans les administrations publiques et les écoles. C’est une position qui cherche à concilier les valeurs de la République et la liberté religieuse, un équilibre difficile à maintenir dans un contexte où le voile est souvent perçu comme un signe d’opposition à la culture laïque. Le recteur de la Grande-Mosquée de Paris insiste sur le fait que l’objectif de cet ouvrage est d’engager un débat public sur ces questions, un débat ouvert où la religion musulmane peut être expliquée dans sa diversité et sa compatibilité avec la société française. Cependant, ce guide fait aussi l’objet de critiques, notamment de la part de Rachida Kaaout, présidente du Haut-Commissariat des diasporas africaines de France. Pour elle, bien que l’initiative aille dans le bon sens, elle considère que le guide ne va pas assez loin. Elle plaide pour la création d’un conseil musulman de France afin de mieux contrôler les discours tenus par les imams et d’éviter que des interprétations extrêmes de l’Islam ne se propagent dans l’espace public. De plus, la longueur de l’ouvrage, jugée indigeste pour les jeunes, soulève également des interrogations. Chems-Eddine Hafiz, quant à lui, assume le choix de produire un ouvrage complet, qui puisse non seulement répondre aux attentes des musulmans, mais aussi offrir un éclaira-

ge à ceux qui ne connaissent pas bien l’Islam. Dans cette quête de conciliation, le guide de la Grande-Mosquée de Paris marque un tournant important dans la manière dont les musulmans peuvent aborder la laïcité et les règles de la République tout en préservant leur identité religieuse.

Il souligne que l’Islam, loin d’être incompatible avec les valeurs républicaines, peut au contraire s’y épanouir, à condition d’adopter une démarche de dialogue et d’adaptation. Mais pour que ce dialogue soit fructueux, il est impératif que les musulmans eux-mêmes connaissent mieux leur propre religion et qu’ils soient prêts à en discuter, à l’instar de ce qu’entreprend la Grande-Mosquée de Paris avec ce guide.

VERS UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION MUTUELLE

À travers cet ouvrage et les débats qu’il suscite, la société française est invitée à revoir sa perception des musulmans et à reconnaître qu’une religion n’est jamais monolithique, mais plurielle, tout comme les individus qui la pratiquent. Ce n’est qu’en multipliant les espaces de discussion et en respectant les libertés de chacun que la laïcité pourra véritablement se concilier avec les pratiques religieuses, et que la société pourra avancer vers une plus grande harmonie.

R. N

48^e SESSION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L’UA
Ahmed Attaf à Addis-Abeba

Le ministre d’État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, participera à la 48^e session du Conseil exécutif de l’Union africaine à Addis-Abeba, prévue aujourd’hui et demain sur instruction du président de la République. Cette réunion ministérielle s’inscrit dans le cadre de la préparation du Sommet de l’Union africaine prévu les 14 et 15 février prochains. Les travaux porteront sur l’examen de plusieurs questions et dossiers relatifs au rôle et à la place de l’action africaine commune dans la gestion des principaux défis politiques, sécuritaires et de



développement du continent. En marge de la session, le chef de la diplomatie algérienne tiendra plusieurs rencontres bilatérales avec ses homo-

logues africains pour renforcer la coopération et coordonner les positions sur les enjeux communs. Parmi les points à l’ordre du jour du

Conseil exécutif : la considération du rapport de la 51^e session ordinaire du Comité des représentants permanents (CRP), les délibérations sur la participation de l’Union africaine au G20, les élections et nominations au sein des organes et institutions de l’Union africaine, l’examen de la mise en œuvre de la décision du Conseil exécutif sur le processus SACA, l’examen des projets d’instruments juridiques et des questions de gouvernance institutionnelle. Ces travaux visent à assurer la coordination des actions de l’Union africaine et à préparer le terrain pour le prochain sommet, en consolidant l’efficacité des institutions et des initiatives continentales.

PRODUCTION DE LAIT POUR NOURRISSONS

Partenariat algéro-biélorusse

Le groupe laitier Gibli a signé, hier, un protocole de partenariat avec la société biélorusse Bellakt pour fabriquer et produire du lait pour nourrissons en Algérie. Cette initiative fait suite à la visite en Algérie, le 2 décembre 2025, d’une délégation biélorusse conduite par le ministre de l’Agriculture et le PDG de Bellakt. Le groupe Gibli souligne que cet accord vise à renforcer la coopération bilatérale avec un acteur européen majeur du lait infantile, reconnu pour la qualité de ses produits, conformes aux normes internationales et à celles de l’OMS. La cérémonie de signature a réuni des représentants du ministère biélorusse et des cadres de Bellakt.